



Encana Corporation

États financiers consolidés
(Établis conformément aux PCGR des États-Unis)

Exercice clos le 31 décembre 2013

(Établis en dollars US)

Rapport de la direction

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La responsabilité des états financiers consolidés ci-joints d'Encana Corporation (la « Société ») incombe à sa direction. Les états financiers consolidés ont été établis par la direction en dollars US conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis et comprennent certaines estimations que la direction a jugées les plus appropriées.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'information contenue dans les états financiers consolidés. Il s'acquitte de sa responsabilité à l'égard de ces états financiers principalement par l'entremise de son comité d'audit, dont le mandat écrit respecte les exigences actuelles des lois canadiennes sur les valeurs mobilières et de la loi américaine intitulée *Sarbanes-Oxley Act of 2002* et, en principe, se conforme volontairement aux lignes directrices sur les comités d'audit établies par la New York Stock Exchange. Le comité d'audit se réunit au moins une fois par trimestre.

Évaluation par la direction du contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est aussi responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de la Société. Le système de contrôle interne a été conçu de façon à fournir à la direction une assurance raisonnable eu égard à la préparation et à la présentation des états financiers consolidés.

Les systèmes de contrôle interne, aussi bien conçus soient-ils, comportent des limites qui leur sont inhérentes. Par conséquent, même si les systèmes de contrôle interne sont jugés efficaces, ils ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

La direction a procédé à une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2013 en s'appuyant sur les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 1992) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société étaient efficaces à cette date.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'expertise comptable indépendant, a été mandaté par un vote des actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle pour auditer et exprimer des opinions indépendantes sur les états financiers consolidés et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2013, comme il est mentionné dans son rapport de l'auditeur. PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. a exprimé ces opinions.

(signé)
Douglas J. Suttles
Président et
chef de la direction

(signé)
Sherri A. Brillon
Vice-présidente directrice et
chef des services financiers

Le 20 février 2014

Rapport de l'auditeur

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Encana Corporation

Nous avons effectué l'audit intégré des états financiers consolidés de 2013 et de 2012 d'Encana Corporation et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2013 et l'audit de ses états financiers consolidés de 2011. Nos opinions, qui se fondent sur nos audits, sont présentées ci-après.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés d'Encana Corporation, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2013 et 2012 ainsi que les comptes consolidés de résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour chacun des trois exercices compris dans la période close le 31 décembre 2013 ainsi que les notes annexes, constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis d'Amérique, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits aux 31 décembre 2013 et 2012 et pour les exercices clos à ces dates selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les normes d'audit généralement reconnues du Canada requièrent également que nous nous conformions aux règles de déontologie.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir, par sondages, des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la société portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des principes et méthodes comptables retenus et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Encana Corporation et de ses filiales aux 31 décembre 2013 et 2012, ainsi que de ses résultats opérationnels et de ses flux de trésorerie pour chacun des trois exercices compris dans la période close le 31 décembre 2013, selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis d'Amérique.

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons aussi audité le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'Encana Corporation et de ses filiales au 31 décembre 2013, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 1992) publié par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission.

Responsabilité de la direction pour le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de son évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière présentée dans le rapport de la direction inclus aux présentes.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre audit. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectué conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace de l'information financière a été maintenu, dans tous les aspects significatifs.

Un audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comporte l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de faiblesse importante, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédés que nous jugeons nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à l'expression de notre opinion d'audit sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Définition du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et qui comprend les politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions de l'entité; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; iii) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

Limites inhérentes

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Opinion

À notre avis, Encana Corporation et ses filiales maintenaient, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2013 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 1992) publié par le COSO.

(signé)

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables agréés

Calgary (Alberta) Canada

Le 20 février 2014

Compte consolidé de résultat

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)

		2013	2012	2011
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	(note 2)	5 858 \$	5 160 \$	8 467 \$
Charges	(note 2)			
Taxes à la production et impôts miniers		134	105	198
Transport et traitement		1 476	1 231	1 193
Charges opérationnelles		859	794	866
Produits achetés		441	349	635
Dotation aux amortissements et à l'épuisement		1 565	1 956	2 282
Pertes de valeur		21	4 695	2 249
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(note 8)	21	4 695	2 249
Charges administratives	(note 14)	53	53	50
Intérêts	(note 17)	439	392	350
(Profit) perte de change, montant net	(note 4)	563	522	468
Autres	(note 5)	325	(107)	133
		(6)	1	21
		5 870	9 991	8 445
Résultat net avant impôt sur le résultat		(12)	(4 831)	22
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(note 6)	(248)	(2 037)	17
Résultat net		236 \$	(2 794) \$	5 \$
Résultat net par action ordinaire	(note 15)			
De base		0,32 \$	(3,79) \$	0,01 \$
Dilué		0,32 \$	(3,79) \$	0,01 \$

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

		2013	2012	2011
Résultat net		236 \$	(2 794) \$	5 \$
Autres éléments du résultat global, après impôt				
Écart de conversion	(note 16)	(46)	81	(305)
Régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi	(notes 16, 19)	60	13	(34)
Autres éléments du résultat global		14	94	(339)
Résultat global		250 \$	(2 700) \$	(334) \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

État consolidé de la situation financière

31 décembre (en millions de dollars)	2013	2012
Actif		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 566 \$	3 179 \$
Créances clients et produits à recevoir (note 7)	988	1 236
Gestion des risques (note 21)	56	479
Impôt sur le résultat à recouvrer	562	560
Impôt sur le résultat différé (note 6)	118	23
	4 290	5 477
Immobilisations corporelles, au coût (note 8)		
Biens de gaz naturel et de pétrole, selon la méthode de la capitalisation du coût entier		
Biens prouvés	51 603	50 953
Biens non prouvés	1 068	1 295
Autres	3 148	3 379
Immobilisations corporelles	55 819	55 627
Moins : cumul des amortissements et de l'épuisement	(45 784)	(45 876)
Immobilisations corporelles, montant net (note 2)	10 035	9 751
Fonds en réserve	10	54
Autres actifs (note 9)	526	466
Gestion des risques (note 21)	204	111
Impôt sur le résultat différé (note 6)	939	1 116
Goodwill (notes 2, 10)	1 644	1 725
	17 648 \$	18 700 \$
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Dettes fournisseurs et charges à payer (note 11)	1 895 \$	2 003 \$
Impôt sur le résultat à payer	29	45
Gestion des risques (note 21)	25	5
Partie courante de la dette à long terme (note 12)	1 000	500
Impôt sur le résultat différé (note 6)	3	59
	2 952	2 612
Dette à long terme (note 12)	6 124	7 175
Autres passifs et provisions (note 13)	2 520	2 672
Gestion des risques (note 21)	5	10
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 14)	900	936
	12 501	13 405
Engagements et éventualités (note 23)		
Capitaux propres		
Capital social – nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale; émis et en circulation en 2013: 740,9 millions d'actions (736,3 millions d'actions en 2012) (note 15)	2 445	2 354
Surplus d'apport (notes 15, 18)	15	10
Résultats non distribués	2 003	2 261
Cumul des autres éléments du résultat global (note 16)	684	670
Total des capitaux propres	5 147	5 295
	17 648 \$	18 700 \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil d'administration,

(signé)
Clayton H. Woitas
Administrateur

(signé)
Jane L. Peverett
Administratrice

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercice clos le 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012	2 354 \$	10 \$	2 261 \$	670 \$	5 295 \$
Rémunération fondée sur des actions (note 18)	-	3	-	-	3
Résultat net	-	-	236	-	236
Actions ordinaires annulées (note 15)	(2)	2	-	-	-
Dividendes sur actions ordinaires (note 15)	-	-	(494)	-	(494)
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 15)	93	-	-	-	93
Autres éléments du résultat global (note 16)	-	-	-	14	14
Solde au 31 décembre 2013	2 445 \$	15 \$	2 003 \$	684 \$	5 147 \$

Exercice clos le 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2011	2 354 \$	5 \$	5 643 \$	576 \$	8 578 \$
Rémunération fondée sur des actions (note 18)	-	5	-	-	5
Résultat net	-	-	(2 794)	-	(2 794)
Dividendes sur actions ordinaires (note 15)	-	-	(588)	-	(588)
Autres éléments du résultat global (note 16)	-	-	-	94	94
Solde au 31 décembre 2012	2 354 \$	10 \$	2 261 \$	670 \$	5 295 \$

Exercice clos le 31 décembre 2011 (en millions de dollars)	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2010	2 352 \$	- \$	6 226 \$	915 \$	9 493 \$
Rémunération fondée sur des actions	-	5	-	-	5
Résultat net	-	-	5	-	5
Dividendes sur actions ordinaires (note 15)	-	-	(588)	-	(588)
Actions ordinaires émises en vertu des régimes d'options	2	-	-	-	2
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(339)	(339)
Solde au 31 décembre 2011	2 354 \$	5 \$	5 643 \$	576 \$	8 578 \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)	2013	2012	2011
Activités opérationnelles			
Résultat net	236 \$	(2 794) \$	5 \$
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	1 565	1 956	2 282
Pertes de valeur (note 8)	21	4 695	2 249
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 14)	53	53	50
Impôt sur le résultat différé (note 6)	(57)	(1 837)	212
(Profit latent) perte latente sur la gestion des risques (note 21)	345	1 465	(879)
(Profit latent) perte latente de change (note 5)	330	(112)	96
Autres	55	82	87
Variation nette des autres actifs et passifs	(80)	(78)	(160)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 22)	(179)	(323)	(15)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	2 289	3 107	3 927
Activités d'investissement			
Dépenses d'investissement (note 2)	(2 712)	(3 476)	(4 610)
Acquisitions (note 3)	(184)	(379)	(515)
Produit de la sortie d'actifs (note 3)	705	4 043	2 080
Fonds en réserve	44	415	(383)
Variation nette des placements et autres	252	(242)	(203)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 895)	361	(3 631)
Activités de financement			
Émission de titres d'emprunt à long terme renouvelables	-	1 721	13 606
Remboursement de titres d'emprunt renouvelables	-	(1 724)	(13 556)
Émission de titres d'emprunt à long terme (note 12)	-	-	997
Remboursement de titres d'emprunt à long terme (note 12)	(500)	(503)	(500)
Émission d'actions ordinaires	-	-	2
Dividendes sur actions ordinaires (note 15)	(401)	(588)	(588)
Paiements au titre de contrats de location-acquisition (note 8)	(8)	(17)	(155)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(909)	(1 111)	(194)
Profit (perte) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises	(98)	22	(1)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(613)	2 379	101
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	3 179	800	699
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	2 566 \$	3 179 \$	800 \$
Trésorerie à la fin de l'exercice	161 \$	92 \$	70 \$
Équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	2 405	3 087	730
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	2 566 \$	3 179 \$	800 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 22)

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

1. Sommaire des principales méthodes comptables

A) NATURE DES ACTIVITÉS

Encana Corporation et ses filiales (« Encana » ou la « Société ») exercent leurs activités dans les secteurs de la prospection, de la mise en valeur, de la production et de la commercialisation de gaz naturel, de pétrole et de liquides de gaz naturel (« LGN »). On entend par « liquides » le pétrole, les LGN et les condensats produits par Encana.

B) BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Encana et sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »).

Dans les présents états financiers consolidés, tous les montants sont exprimés en dollars américains (« dollars US »), à moins d'indication contraire. Les résultats financiers d'Encana sont consolidés en dollars canadiens, mais la Société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation afin de permettre une comparaison plus directe avec d'autres sociétés pétrolières et gazières nord-américaines. Les symboles « \$ US » ou « \$ » renvoient à des dollars américains et le symbole « \$ CA » renvoie à des dollars canadiens.

C) CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers d'Encana et ceux des entités dans lesquelles elle détient une participation lui en donnant le contrôle. Tous les soldes et transactions intersociétés sont éliminés au moment de la consolidation. Dans le cas des entreprises communes en amont pour lesquelles Encana conserve une participation indivise dans des biens détenus conjointement, elle comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les participations dans des entités qu'Encana ne contrôle pas, mais sur lesquelles elle peut exercer une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D) CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les actifs et passifs monétaires de la Société qui sont libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture de la période. Tout profit ou perte est inscrit au compte consolidé de résultat. Les produits des activités ordinaires et les charges en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis aux taux de clôture de la période, tandis que les produits des activités ordinaires et les charges le sont aux taux moyens de la période. Les profits et pertes de change se rapportant aux établissements à l'étranger sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global (« CAÉRG »). Les profits et pertes de change cumulés d'Encana sont comptabilisés en résultat net lorsqu'elle liquide, en totalité ou pour l'essentiel, sa participation dans l'établissement à l'étranger.

Aux fins de la présentation des états financiers, les actifs et les passifs sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de clôture de la période, tandis que les produits des activités ordinaires et les charges le sont aux taux moyens de la période. Les profits et pertes découlant de la conversion des états financiers sont pris en compte dans le CAÉRG.

E) RECOURS À DES ESTIMATIONS

Pour établir en temps opportun les états financiers consolidés, la direction doit faire des estimations, poser des hypothèses et utiliser son jugement à l'égard des montants présentés au titre des actifs et des passifs, des informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et des montants présentés au titre des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Ces estimations portent principalement sur des transactions qui n'ont pas été réglées et sur des événements en cours à la date des états

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

financiers consolidés. En conséquence, les résultats réels pourraient différer des montants estimatifs lorsque des événements se concrétiseront.

Voici les éléments importants faisant l'objet d'estimations et d'hypothèses :

- les estimations des réserves prouvées et des flux de trésorerie futurs connexes servant aux calculs de l'épuisement et des pertes de valeur découlant des tests de plafonnement du coût entier;
- la juste valeur estimée des actifs à long terme utilisée pour le calcul des pertes de valeur;
- la juste valeur des unités opérationnelles utilisée pour l'évaluation du goodwill;
- les estimations du résultat imposable d'exercices à venir servant à évaluer la valeur de réalisation des actifs d'impôt différé;
- la juste valeur des coûts et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations;
- la juste valeur des instruments dérivés;
- les interprétations, règlements et lois d'ordre fiscal en vigueur dans les divers territoires dans lesquels la Société et ses filiales exercent leurs activités;
- les charges à payer relativement aux ententes de rémunération à long terme liées au rendement, incluant la probabilité que les critères de rendement soient ou ne soient pas atteints et l'évaluation du montant final du paiement;
- la valeur constatée des actifs des régimes de retraite et des obligations s'y rapportant ainsi que les coûts découlant de ces régimes et comptabilisés en résultat net, montants qui sont déterminés à partir de certaines hypothèses actuarielles et économiques;
- les charges à payer relativement à des actions en justice et aux risques environnementaux.

F) COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits associés au gaz naturel et aux liquides d'Encana sont comptabilisés lorsque la production est vendue à un acheteur à un prix fixe ou déterminable, que la livraison a eu lieu, que le titre de propriété a été transféré et que le recouvrement des produits est probable. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers de la Société portant sur le prix du gaz naturel et du pétrole sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires au règlement des contrats. Les profits et pertes latents liés à ces contrats sont portés aux produits des activités ordinaires en fonction des variations de la juste valeur des contrats à la fin des périodes concernées.

Les produits tirés de l'optimisation des marchés et les charges liées aux produits achetés sont inscrits au montant brut lors du transfert à Encana du titre de propriété du produit ainsi que des risques et avantages inhérents à sa propriété. Les transactions d'achat et de vente de marchandises auprès d'une même partie conclues en considération l'une de l'autre sont comptabilisées à leur montant net. Les produits liés aux services offerts dans le cadre desquels Encana agit comme mandataire sont comptabilisés lorsque les services sont fournis.

G) TAXES À LA PRODUCTION ET IMPÔTS MINIERS

Les frais payés par Encana à certains titulaires de participations minières et non minières en fonction de la production de gaz naturel et de liquides sont comptabilisés au moment où ces biens sont produits.

H) FRAIS DE TRANSPORT ET DE TRAITEMENT

Les frais payés par Encana pour le transport et le traitement de gaz naturel et de liquides sont comptabilisés lorsque le produit est livré et que les services sont fournis.

I) CHARGES OPÉRATIONNELLES

Il s'agit des charges opérationnelles que paie Encana eu égard à des biens de pétrole et de gaz dans lesquels elle détient une participation directe. Ces charges sont présentées après déduction des montants incorporés, conformément à la méthode de la capitalisation du coût entier.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

J) RÉGIMES D'AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes à cotisations définies et à prestations définies qui procurent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux membres de son personnel au Canada et aux États-Unis. Au 1^{er} janvier 2003, le régime de retraite à prestations définies a été fermé aux nouveaux participants.

La charge de retraite au titre du régime de retraite à cotisations définies est inscrite lorsque les prestations sont acquises par les salariés couverts par le régime. Encana comptabilise ses obligations découlant de ses régimes à prestations définies des employés, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées et d'après le nombre d'années de service et reflète les meilleures estimations de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des membres du personnel et les coûts prévus futurs des soins de santé. Le rendement attendu des actifs des régimes est fondé sur les taux historiques et projetés du rendement des actifs du portefeuille de placements des régimes. Le rendement réel est fondé sur la juste valeur des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations projetées est actualisée au taux d'intérêt du marché applicable à des titres de créance de qualité supérieure émis par des sociétés à la date d'évaluation.

La charge de retraite du régime de retraite à prestations définies tient compte du coût des prestations de retraite gagnées au cours de l'exercice considéré, du coût financier des obligations découlant du régime, du rendement attendu de ses actifs, de l'amortissement de l'obligation transitoire nette, de l'amortissement des ajustements découlant des modifications du régime, de l'amortissement du coût des services passés et de l'amortissement de l'excédent du profit actuariel net sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime, selon le plus élevé des deux montants. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant du régime. Les écarts actuariels liés à un changement dans la situation de surcapitalisation ou de sous-capitalisation du régime de retraite à prestations définies et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi sont constatés dans les autres éléments du résultat global.

K) IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Encana utilise la méthode du report variable pour comptabiliser son impôt sur le résultat. Selon cette méthode, elle comptabilise de l'impôt différé au titre de l'incidence de toute différence temporelle entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif, en utilisant les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés dont l'application est attendue lorsque l'actif sera réalisé et le passif réglé. L'impôt sur le résultat exigible est évalué au montant que l'on s'attend à recouvrer des administrations fiscales ou à payer à celles-ci en fonction des taux d'impôt et des lois fiscales adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'incidence d'un changement dans les taux d'impôt ou les lois fiscales adoptés est comptabilisée en résultat net de l'exercice au cours duquel un tel changement entre en vigueur. L'impôt sur le résultat est porté en résultat net, sauf s'il concerne des éléments inscrits directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Encana évalue périodiquement les actifs d'impôt différé afin de s'assurer qu'ils sont réalisables. S'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne pourront être réalisés, une dépréciation correspondante est constatée afin d'en réduire le montant. Lorsqu'elle évalue le caractère réalisable des actifs d'impôt différé, Encana tient compte des éléments probants, tant positifs que négatifs dont elle dispose, tels que le résultat imposable obtenu dans le passé ou celui attendu dans l'avenir, les stratégies de planification fiscale auxquelles elle peut recourir et les périodes de report prospectif. Les hypothèses posées afin d'établir le résultat imposable prévu dans des exercices à venir sont conformes à celles utilisées pour évaluer la perte de valeur du goodwill.

Encana constate l'incidence sur les états financiers d'une position fiscale lorsqu'il est plus probable qu'improbable que cette position résistera à l'examen de l'administration fiscale en raison de son mérite sur le plan technique. Une position fiscale comptabilisée est évaluée initialement et ultérieurement au montant le plus élevé de l'économie d'impôt dont la probabilité de réalisation, lors du règlement avec l'administration fiscale, est supérieure à 50 %. Les passifs liés aux économies d'impôt non constatées et dont le règlement n'est pas prévu au cours des 12 prochains mois sont inclus dans les autres passifs et provisions.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

L) RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat net dilué par action ordinaire tient compte de la dilution potentielle qui pourrait se produire si les options sur actions étaient exercées ou si les autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires étaient exercés, si leurs droits devenaient pleinement acquis ou s'ils étaient convertis en actions ordinaires. Pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions et des autres instruments dilutifs, la Société a recours à la méthode du rachat d'actions. Conformément à cette méthode, il est présumé que le produit de l'exercice d'options sur actions dans le cours et d'autres instruments ayant un effet dilutif est affecté au rachat d'actions ordinaires au cours du marché moyen.

M) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse et les placements à court terme, tels que des dépôts du marché monétaire ou des instruments de type similaire, dont l'échéance est d'au plus trois mois au moment de leur achat. Les décaissements en cours émis en excédent des soldes des comptes bancaires applicable sont exclus de la trésorerie et des équivalents et comptabilisés dans les dettes fournisseurs et charges à payer. Les fonds en réserve représentent des montants en trésorerie distincts ou entiers qui ne peuvent servir à des fins opérationnelles générales.

N) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EN AMONT

Encana applique la méthode de la capitalisation du coût entier pour ses activités d'acquisition, de prospection et de mise en valeur. Selon cette méthode, tous les coûts qui sont directement associés à l'acquisition, à la prospection et la mise en valeur de réserves de gaz naturel et de liquides sont incorporés pour chaque centre de coûts par pays. Les coûts incorporés excluent les coûts liés à la production, les frais généraux ou ceux d'activités similaires.

Selon la méthode de la capitalisation du coût entier, la valeur comptable des biens de pétrole et de gaz naturel d'Encana compris dans le centre de coûts de chaque pays est assujettie à un test de plafonnement exécuté chaque trimestre. Une perte de valeur découlant d'un test de plafonnement est comptabilisée en résultat net lorsque la valeur comptable du centre de coûts d'un pays dépasse le plafonnement de ce centre. La valeur comptable d'un centre de coûts inclut les coûts incorporés des biens pétroliers et gaziers prouvés, déduction faite du cumul de l'épuisement et de l'impôt sur le résultat différé connexe.

Le plafonnement d'un centre de coûts correspond au total des flux de trésorerie nets futurs estimés après impôt provenant des réserves prouvées, selon les prix moyens des 12 derniers mois, et les coûts de mise en valeur et de production futurs non actualisés, actualisés à 10 % et majorés des coûts des biens non prouvés. Le prix moyen des 12 derniers mois correspond à la moyenne des prix le premier jour de chaque mois de cette période. L'excédent de la valeur comptable sur le montant du plafonnement calculé est constaté comme une perte de valeur dans le résultat net.

Les coûts incorporés cumulés de chacun des centres de coûts sont amortis pour épuisement selon la méthode des unités de production en fonction des réserves prouvées. L'épuisement est calculé au moyen des coûts incorporés, y compris les coûts de mise hors service estimatifs, plus les dépenses futures non actualisées qui seront engagées pour la mise en valeur des réserves prouvées.

Les coûts associés aux biens non prouvés sont exclus du calcul de l'épuisement jusqu'à ce qu'il soit établi que des réserves prouvées leur sont attribuables ou qu'une perte de valeur se soit produite. Les biens non prouvés sont évalués séparément tous les trimestres pour déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. En cas de dépréciation, les coûts sont inclus dans les coûts assujettis à la dotation aux amortissements et à l'épuisement dans le compte de coût entier.

Le produit des sorties de biens est habituellement déduit du compte de coût entier sans comptabilisation d'un profit ou d'une perte, à moins que la déduction modifie sensiblement le lien entre les coûts incorporés et les réserves prouvées du centre de coûts, auquel cas un profit ou une perte est comptabilisé en résultat net. En

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

général, aucun profit ni perte n'est constaté sur une sortie d'actifs, sauf si plus de 25 % des quantités des réserves prouvées de la Société dans un pays donné sont vendues. Dans le cas des sorties d'actifs qui donnent lieu à la constatation d'un profit ou d'une perte sur la vente et qui mettent en jeu une entreprise, un goodwill leur est attribué.

OPTIMISATION DES MARCHÉS

Les installations des activités médianes, y compris les installations servant à la production d'électricité, sont inscrites au coût et sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens, soit 20 ans.

ACTIVITÉS NON SECTORIELLES

Le mobilier de bureau, les agencements, les aménagements des locaux loués, les technologies de l'information et les aéronefs sont inscrits au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens, qui se situe entre 3 et 25 ans. L'immeuble de bureaux The Bow est inscrit au coût et est amorti selon le mode linéaire sur sa durée de vie estimée, soit 60 ans. Les immobilisations en cours de construction ne sont amorties qu'à partir du moment où elles sont mises en service. Les terrains sont comptabilisés au coût.

O) INCORPORATION DES COÛTS

Les frais relatifs aux remplacements ou aux améliorations qui accroissent la capacité de production ou prolongent la durée d'utilité d'un actif sont incorporés au coût de cet actif. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les intérêts sont incorporés au cours de la période de construction d'importants projets de mise en valeur.

P) REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs nets identifiables acquis sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Un impôt sur le résultat différé est comptabilisé au titre de tout écart entre la juste valeur des actifs nets acquis et leur valeur fiscale. Tout excédent du prix d'achat par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est comptabilisé à titre de goodwill. Si le prix d'achat est inférieur à la juste valeur des actifs nets acquis, l'insuffisance est comptabilisée comme un profit en résultat net. Les coûts de transaction correspondants sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Q) GOODWILL

Au moins une fois l'an, soit au 31 décembre, le goodwill, qui représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets acquis, est soumis à un test de dépréciation. Le goodwill et tous les autres actifs et passifs sont attribués aux unités opérationnelles, qui correspondent aux centres de coûts par pays d'Encana. Pour évaluer la perte de valeur, la valeur comptable de chaque unité est établie et comparée à sa juste valeur. Si la valeur comptable de l'unité est supérieure à sa juste valeur, la valeur du goodwill est alors réduite à la juste valeur implicite de celui-ci. La juste valeur implicite du goodwill est établie en déduisant la juste valeur des actifs et des passifs de l'unité de sa juste valeur comme si elle avait été acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Tout excédent de la valeur comptable du goodwill sur sa juste valeur implicite est constaté comme une perte de valeur et imputé au résultat net. L'évaluation ultérieure du goodwill est faite au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

R) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

La valeur comptable des actifs à long terme, exclusion faite du goodwill et des actifs en amont qui sont pris en compte dans les immobilisations corporelles, est soumise à un test de dépréciation lorsque des indications donnent à penser que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur comptable dépasse le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation continue et de la sortie éventuelle d'un actif ou d'un groupe d'actifs, une perte de valeur est constatée dans la mesure de l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur estimée.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

S) OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont des obligations juridiques en vertu desquelles la Société sera tenue de mettre hors service des immobilisations corporelles, telles que des sites de puits en production, des plates-formes de production en mer et des usines de traitement du gaz naturel. La juste valeur des obligations estimatives liées à la mise hors service d'immobilisations est constatée à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elles sont engagées et qu'il est possible d'établir une estimation raisonnable de la juste valeur. Le coût de mise hors service des immobilisations, qui est égal à la juste valeur estimée initialement des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, est incorporé au coût des immobilisations connexes. Les variations des obligations estimées découlant de révisions de l'échéancier prévu ou du montant des flux de trésorerie futurs attendus sont comptabilisées à titre de variation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des coûts connexes de mise hors service d'immobilisations.

L'amortissement des coûts de mise hors service d'immobilisations est inclus au poste Dotation aux amortissements et à l'épuisement du compte consolidé de résultat. Les augmentations des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuables à l'écoulement du temps sont inscrites à titre de charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au compte consolidé de résultat.

Les frais qui sont réellement engagés sont portés en diminution du cumul des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

T) RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Les obligations de paiement en trésorerie ou en actions ordinaires aux termes des régimes de rémunération fondée sur des actions d'Encana sont comptabilisées sur la période d'acquisition des droits, déduction faite de ceux perdus par renonciation, selon la juste valeur. La juste valeur est déterminée à l'aide des cours des actions observables ou de modèles d'évaluation d'options comme celui de Black-Scholes-Merton. Dans le cas des régimes de rémunération dont le paiement est réglé en instruments de capitaux propres, la juste valeur est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée dans les coûts de rémunération sur la période d'acquisition des droits, un montant correspondant étant crédité aux capitaux propres. Pour les régimes de rémunération dont le paiement est réglé en trésorerie, la juste valeur est établie à chaque date de clôture, et les variations périodiques sont comptabilisées dans les coûts de rémunération, une variation correspondante étant inscrite dans le passif courant.

Les obligations de paiement liées aux droits à la valeur des actions de Cenovus Energy Inc. (« Cenovus ») détenus par des membres du personnel d'Encana sont comptabilisées comme des coûts de rémunération en fonction de la juste valeur du passif financier.

U) CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location conclus en vue de l'utilisation d'un actif sont classés comme des contrats de location-acquisition ou des contrats de location simple. Les contrats de location-acquisition transfèrent à la Société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué. Ils sont inscrits à l'actif au début de la période de location, et ce, au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les actifs loués inscrits à l'actif sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif si le bail comporte une option d'achat à prix de faveur ou de propriété au transfert des actifs loués à la fin de la période de location. Sinon, les actifs loués sont amortis sur la durée du bail. L'amortissement des actifs loués inscrits à l'actif est pris en compte dans la dotation aux amortissements et à l'épuisement figurant dans le compte consolidé de résultat. Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple, et les paiements sont constatés sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

V) ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les techniques d'évaluation comprennent l'approche par le marché, l'approche par le résultat et l'approche par les coûts. L'approche par le marché est fondée sur des données provenant de transactions sur le marché visant des actifs ou des passifs identiques ou comparables. L'approche par le résultat repose sur l'actualisation des valeurs futures estimées. Quant à l'approche par les coûts, elle se base sur le montant qui serait requis actuellement pour remplacer l'actif.

Les données utilisées pour déterminer la juste valeur sont classées selon une hiérarchie établissant entre les données un ordre de priorité d'après la mesure dans laquelle elles sont observables. Les trois niveaux de données de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 – Les données correspondent aux prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, comme des dérivés sur marchandises négociés en bourse.
- Niveau 2 – Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, comme les prix cotés sur un marché pour des actifs ou des passifs similaires sur des marchés actifs ou d'autres données corroborées sur le marché.
- Niveau 3 – Données non observables à partir de sources objectives, comme les prix à terme qui sont basés sur une activité de marché nulle ou quasi nulle ou les estimations des flux de trésorerie futurs établis à l'interne et utilisés dans un modèle de valeur actuelle.

Pour déterminer la juste valeur, la Société utilise les données disponibles les plus observables. Si une évaluation de la juste valeur tient compte de données se situant à plusieurs niveaux dans la hiérarchie, cette évaluation est caractérisée en fonction du niveau le plus faible des données importantes pour l'évaluation de la juste valeur.

Des évaluations de la juste valeur sont exécutées de manière récurrente pour les actifs et les passifs liés à la gestion des risques et pour les droits à la valeur des actions qui ont été émis dans le cadre de l'opération de scission, comme il est indiqué aux notes 15 et 20. La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs présentés dans l'état consolidé de la situation financière se rapproche de la juste valeur. La note 12 présente de l'information concernant la juste valeur de la dette à long terme. La note 19 présente de l'information relative à la juste valeur des actifs des régimes de retraite.

Certains actifs non financiers et passifs non financiers, comme les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, et certains actifs et passifs acquis ou repris dans le cadre de regroupements d'entreprises ou d'opérations d'échange non monétaire, sont évalués initialement à la juste valeur.

W) ACTIFS ET PASSIFS LIÉS À LA GESTION DES RISQUES

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques sont des instruments financiers dérivés auxquels Encana a recours pour gérer l'exposition économique aux risques de marché liés aux prix des marchandises, aux taux de change et aux taux d'intérêt. Le recours à ces instruments dérivés est régi par des politiques officielles et est assujéti aux limites fixées par le conseil d'administration (le « conseil »). La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Les instruments dérivés non admissibles à l'exemption concernant les transactions d'achat et de vente normales sont évalués à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant portées au résultat net. Les justes valeurs constatées à l'état consolidé de la situation financière témoignent de la compensation entre les positions sur l'actif et le passif lorsque les accords généraux de compensation de contrepartie comportent des dispositions de règlement au montant net. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur le prix du gaz naturel et du pétrole sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires au règlement des contrats. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur les prix de l'électricité sont comptabilisés

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

dans les frais de transport et de traitement au règlement des contrats sur l'électricité. Les profits et pertes latents sont comptabilisés en conséquence dans les produits des activités ordinaires et les frais de transport et de traitement à la fin de chaque période de présentation de l'information financière en fonction des variations de la juste valeur des contrats.

X) ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les passifs liés aux pertes éventuelles liées aux réclamations, avis de cotisation, litiges, causes environnementales ou autres facteurs sont comptabilisés s'il est probable qu'une perte a été subie et si le montant peut en être raisonnablement estimé. Les montants ainsi comptabilisés sont ajustés à la lumière des nouveaux renseignements et selon la tournure des événements.

Y) PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET PRATIQUES COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2013, Encana a adopté les mises à jour des normes comptables suivantes qui ont été publiées par le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») et qui n'ont pas eu une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

- L'Accounting Standards Update 2011-11, *Disclosures about Offsetting Assets and Liabilities*, et l'Accounting Standards Update 2013-01, *Clarifying the Scope of Disclosures about Offsetting Assets and Liabilities*, exigent la communication d'information sur les montants bruts et nets de certains instruments financiers admissibles à la compensation à l'état de la situation financière et de certains instruments financiers assujettis à des accords généraux de compensation. Les modifications ont été appliquées rétrospectivement.
- L'Accounting Standards Update 2013-02, *Reporting of Amounts Reclassified Out of Accumulated Other Comprehensive Income*, exige la présentation d'informations plus étoffées concernant les montants reclassés hors du cumul des autres éléments du résultat global. Les modifications ont été appliquées prospectivement.

NOUVELLES NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

Encana sera tenue, en date du 1^{er} janvier 2014, d'adopter les mises à jour des normes comptables indiquées ci-dessous qu'a publiées le FASB et qui ne devraient pas avoir une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

- L'Accounting Standards Update 2013-04, *Obligations Resulting from Joint and Several Liability Arrangements for Which the Total Amount of the Obligation is Fixed at the Reporting Date*, clarifie les directives concernant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des passifs découlant d'ententes conférant une responsabilité solidaire. Les modifications seront appliquées rétrospectivement.
- L'Accounting Standards Update 2013-05, *Parent's Accounting for the Cumulative Translation Adjustment upon Derecognition of Certain Subsidiaries or Groups of Assets within a Foreign Entity or of an Investment in a Foreign Entity*, clarifie les directives relatives à certaines transactions donnant lieu au reclassement du cumul des écarts de conversion dans le résultat net. Les modifications seront appliquées prospectivement.

L'Accounting Standards Update 2013-11, *Presentation of an Unrecognized Tax Benefit When a Net Operating Loss Carryforward, a Similar Tax Loss, or a Tax Credit Carryforward Exists*, précise que le passif lié à un produit d'impôt non comptabilisé ou une partie de celui-ci doit être porté en diminution de l'actif d'impôt différé qui a été comptabilisé pour le report prospectif d'une perte opérationnelle nette, d'une perte fiscale semblable ou de crédits d'impôt non utilisés, sauf dans certaines situations particulières. Les modifications seront appliquées prospectivement.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

2. Information sectorielle

Les secteurs à présenter d'Encana sont établis comme suit et en fonction de ses activités opérationnelles et régions géographiques :

- La **division Canada** englobe les activités de prospection, de mise en valeur et de production de gaz naturel, de pétrole et de LGN ainsi que les activités connexes du centre de coûts canadien.
- La **division États-Unis** englobe les activités de prospection, de mise en valeur et de production de gaz naturel, de pétrole et de LGN ainsi que les activités connexes du centre de coûts américain.
- La principale responsabilité du secteur **Optimisation des marchés** consiste en la vente de la production de la Société. Ces ventes sont prises en compte dans les divisions Canada et États-Unis. Les activités d'optimisation des marchés comprennent l'achat et la vente de produits de tiers qui procurent une souplesse opérationnelle en ce qui a trait aux engagements de transport, aux types de produits, aux points de livraison et à la diversification de la clientèle. Ces activités sont présentées dans le secteur Optimisation des marchés. Ce secteur vend la quasi-totalité de la production en amont de la Société à des tiers. Les transactions conclues entre les secteurs sont évaluées à la valeur de marché et sont éliminées au moment de la consolidation.

Le secteur Activités non sectorielles et autres comprend principalement des profits ou pertes latents inscrits à l'égard d'instruments financiers dérivés. Une fois les instruments réglés, les profits et pertes réalisés sont comptabilisés dans le secteur opérationnel auquel les instruments dérivés sont liés.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Résultats opérationnels

Information sectorielle et géographique

Exercices clos les 31 décembre	Division Canada			Division États-Unis			Optimisation des marchés		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	2 824 \$	2 760 \$	2 872 \$	2 763 \$	3 365 \$	4 022 \$	512 \$	419 \$	703 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers	15	9	15	119	96	183	-	-	-
Transport et traitement	756	555	490	722	652	728	-	-	-
Charges opérationnelles	372	352	380	411	377	444	38	48	40
Produits achetés	-	-	-	-	-	-	441	349	635
	1 681	1 844	1 987	1 511	2 240	2 667	33	22	28
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	601	748	966	818	1 102	1 226	12	12	12
Pertes de valeur	-	1 822	2 249	-	2 842	-	-	-	-
	1 080 \$	(726) \$	(1 228) \$	693 \$	(1 704) \$	1 441 \$	21 \$	10 \$	16 \$

	Activités non sectorielles et autres			Chiffres consolidés		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	(241) \$	(1 384) \$	870 \$	5 858 \$	5 160 \$	8 467 \$
Charges						
Taxe à la production et impôts miniers	-	-	-	134	105	198
Transport et traitement	(2)	24	(25)	1 476	1 231	1 193
Charges opérationnelles	38	17	2	859	794	866
Produits achetés	-	-	-	441	349	635
	(277)	(1 425)	893	2 948	2 681	5 575
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	134	94	78	1 565	1 956	2 282
Pertes de valeur	21	31	-	21	4 695	2 249
	(432) \$	(1 550) \$	815 \$	1 362	(3 970)	1 044
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations				53	53	50
Charges administratives				439	392	350
Intérêts				563	522	468
(Profit) perte de change, montant net				325	(107)	133
Autres				(6)	1	21
				1 374	861	1 022
Résultat net avant impôt sur le résultat	(12)	(4 831)	22	(12)	(4 831)	22
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(248)	(2 037)	17	(248)	(2 037)	17
Résultat net	236 \$	(2 794) \$	5 \$	236 \$	(2 794) \$	5 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Information sur les transactions intersectorielles

Exercices clos les 31 décembre	Ventes par commercialisation			Optimisation des marchés Éliminations - activités en amont			Total		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	5 662 \$	4 260 \$	6 680 \$	(5 150) \$	(3 841) \$	(5 977) \$	512 \$	419 \$	703 \$
Charges									
Transport et traitement	516	528	506	(516)	(528)	(506)	-	-	-
Charges opérationnelles	75	84	75	(37)	(36)	(35)	38	48	40
Produits achetés	4 993	3 593	6 035	(4 552)	(3 244)	(5 400)	441	349	635
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	78 \$	55 \$	64 \$	(45) \$	(33) \$	(36) \$	33 \$	22 \$	28 \$

Dépenses d'investissement

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Division Canada	1 365 \$	1 567 \$	2 031 \$
Division États-Unis	1 283	1 727	2 446
Optimisation des marchés	3	7	2
Activités non sectorielles et autres	61	175	131
	2 712 \$	3 476 \$	4 610 \$

Goodwill, immobilisations corporelles et total de l'actif par secteur

31 décembre	Goodwill		Immobilisations corporelles		Total de l'actif	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Division Canada	1 171 \$	1 252 \$	2 728 \$	2 960 \$	4 452 \$	4 748 \$
Division États-Unis	473	473	5 127	4 405	6 350	5 664
Optimisation des marchés	-	-	91	106	161	161
Activités non sectorielles et autres	-	-	2 089	2 280	6 685	8 127
	1 644 \$	1 725 \$	10 035 \$	9 751 \$	17 648 \$	18 700 \$

Goodwill, immobilisations corporelles et total de l'actif par région géographique

31 décembre	Goodwill		Immobilisations corporelles		Total de l'actif	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Canada	1 171 \$	1 252 \$	4 772 \$	5 186 \$	10 434 \$	12 041 \$
États-Unis	473	473	5 263	4 565	6 996	6 639
Autres pays	-	-	-	-	218	20
	1 644 \$	1 725 \$	10 035 \$	9 751 \$	17 648 \$	18 700 \$

Ventes à l'exportation

Les ventes de gaz naturel et de liquides produits ou achetés au Canada qui ont été livrés à des clients situés à l'extérieur du Canada ont totalisé 243 M\$ (177 M\$ en 2012; 266 M\$ en 2011).

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Principaux clients

En ce qui a trait à la commercialisation et à la vente du gaz naturel et des liquides produits par Encana ou achetés par celle-ci dans l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a eu un client qui a généré plus de 10 % de ses produits des activités ordinaires consolidés, déduction faite des redevances. Les ventes à celui-ci, qui a une notation de crédit de première qualité, se sont élevées à approximativement 815 M\$ (deux clients auprès desquels les ventes ont été d'environ 661 M\$ en 2012; un client auprès duquel les ventes ont été d'environ 831 M\$ en 2011).

3. Acquisitions et sorties d'actifs

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Acquisitions			
Division Canada	28 \$	139 \$	410 \$
Division États-Unis	156	240	105
Total des acquisitions	184	379	515
Sorties d'actifs			
Division Canada	(685)	(3 770)	(350)
Division États-Unis	(18)	(271)	(1 730)
Activités non sectorielles et autres	(2)	(2)	-
Total des sorties d'actifs	(705)	(4 043)	(2 080)
Acquisitions et sorties d'actifs, montant net	(521) \$	(3 664) \$	(1 565) \$

ACQUISITIONS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les acquisitions ont totalisé 184 M\$ (379 M\$ en 2012; 515 M\$ en 2011) et ont été essentiellement des achats de terrains et de biens recelant un potentiel de production de gaz naturel riche en pétrole et en liquides.

SORTIES D'ACTIFS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, le montant reçu à la vente d'actifs s'est établi à 705 M\$ (4 043 M\$ en 2012; 2 080 M\$ en 2011). En 2013, les sorties d'actifs ont totalisé 685 M\$ pour la division Canada et 18 M\$ pour la division États-Unis.

Les sorties d'actifs de la division Canada et de la division États-Unis ont compris les transactions suivantes :

Division Canada

En 2013, les sorties d'actifs de la division Canada ont compris la vente des actifs de gaz naturel de la Société dans la formation Jean Marie, dans la zone de ressources Greater Sierra qui est située dans le nord-est de la Colombie-Britannique ainsi que d'autres actifs.

En 2012, Encana a conclu un contrat de coentreprise avec une filiale de Mitsubishi Corporation (« Mitsubishi ») en vue de la mise en valeur conjointe de certains terrains à Cutbank Ridge en Colombie-Britannique. Aux termes de ce contrat, Encana détient une participation de 60 % et Mitsubishi, une participation de 40 % dans la coentreprise. Mitsubishi a convenu d'investir environ 2,9 G\$ CA au titre de sa participation, et a versé un montant de 1,45 G\$ CA en février 2012. Mitsubishi a convenu d'investir le montant résiduel, soit quelque 1,45 G\$ CA, en sus de sa participation de 40 % dans les dépenses d'investissement futures de la coentreprise, sur une période d'engagement prévue de cinq ans, réduisant ainsi les fonds qu'Encana devra engager à 30 % du total des dépenses d'investissement attendues.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

En 2012, la Société a conclu une entente avec une filiale de PetroChina Company Limited (« PetroChina ») en vue d'explorer et de mettre en valeur conjointement certains terrains recelant du gaz naturel riche en liquides de la formation Duvernay, en Alberta. PetroChina a convenu d'investir quelque 2,18 G\$ CA afin d'acquérir une participation directe de 49,9 % dans ces terrains. PetroChina a investi 1,18 G\$ CA en décembre 2012 et a convenu d'investir environ 1,0 G\$ CA de plus, ce qui servira à financer la moitié des dépenses d'investissement qu'Encana s'est engagée à réaliser sur une période d'engagement prévue de quatre ans.

En 2012, Encana a conclu une convention avec une filiale de Toyota Tsusho Corporation (« Toyota Tsusho ») aux termes de laquelle cette dernière a convenu d'investir quelque 600 M\$ CA en vue d'acquérir des droits de redevance dérogatoire bruts de 32,5 % sur la production de gaz naturel provenant d'une partie de la zone de ressources Clearwater d'Encana. Toyota Tsusho a investi 100 M\$ CA en avril 2012 et a convenu d'investir quelque 500 M\$ CA de plus sur une période d'engagement prévue de sept ans.

En 2012, la Société a également mené à terme la vente de deux usines de traitement du gaz naturel situées en Colombie-Britannique et en Alberta, pour un produit d'environ 920 M\$ CA.

Division États-Unis

En décembre 2011, la Société a conclu la majeure partie de la vente de ses actifs de North Texas, pour un produit de 836 M\$. Le reste de la vente a été menée à terme en mars 2012 pour un produit de 114 M\$. En 2011, Encana a également vendu son usine de traitement du gaz naturel de Fort Lupton en contrepartie d'un produit de 296 M\$ ainsi que ses actifs de collecte de gaz naturel de South Piceance pour un produit de 547 M\$.

Les montants touchés par suite de ces transactions ont été retranchés des comptes de coût entier canadien et américain respectifs.

4. Intérêts

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Charges d'intérêts sur les éléments suivants			
Dette	460 \$	474 \$	488 \$
Immeuble de bureaux The Bow	76	16	-
Contrats de location-acquisition et autres	27	32	(20)
	563 \$	522 \$	468 \$

En 2012 et 2011, les intérêts sur l'immeuble de bureaux The Bow et sur les contrats de location-acquisition et autres étaient présentés sous un même élément, soit les autres charges d'intérêts.

5. (Profit) perte de change, montant net

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
(Profit latent) perte latente de change à la conversion			
De titres d'emprunt libellés en dollars américains et émis depuis le Canada	349 \$	(131) \$	107 \$
De contrats de gestion des risques libellés en dollars américains et conclus depuis le Canada	(19)	19	(11)
	330	(112)	96
Écart de change sur des transactions intersociétés	-	4	18
Autres réévaluations monétaires et règlements	(5)	1	19
	325 \$	(107) \$	133 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

6. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Impôt exigible			
Canada	(152) \$	(219) \$	(373) \$
États-Unis	(64)	(25)	102
Autres pays	25	44	76
Total de la charge (de l'économie) d'impôt exigible	(191)	(200)	(195)
Impôt différé			
Canada	(106)	(902)	(227)
États-Unis	52	(935)	442
Autres pays	(3)	-	(3)
Total de la charge (de l'économie) d'impôt différé	(57)	(1 837)	212
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(248) \$	(2 037) \$	17 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat calculé au taux prévu par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat réel :

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Résultat net avant impôt sur le résultat			
Canada	(316) \$	(2 246) \$	(1 973) \$
États-Unis	46	(2 978)	1 477
Autres pays	258	393	518
Total du résultat net avant impôt sur le résultat	(12)	(4 831)	22
Taux prévu par la loi au Canada	25,1 %	25,0 %	26,5 %
Impôt sur le résultat attendu	(3)	(1 208)	6
Incidence des éléments suivants sur l'impôt			
Écarts par rapport aux taux prévus par la loi et à des taux à l'étranger	(42)	(412)	53
Incidence des modifications des lois	(70)	-	-
(Gains) pertes en capital non imposables	48	(16)	20
Écarts de nature fiscale résultant de sorties d'actifs et de transactions	(28)	(307)	-
Ventilations de l'impôt de coentreprise en excédent du financement	(41)	(40)	-
Montants relatifs à des exercices antérieurs	(103)	(64)	(60)
Autres	(9)	10	(2)
	(248) \$	(2 037) \$	17 \$
Taux d'impôt effectif	2 066,7 %	42,2 %	77,3 %

Les écarts par rapport aux taux prévus par la loi et à des taux à l'étranger qui sont indiqués ci-dessus tiennent compte des écarts par rapport aux taux prévus par la loi et à d'autres taux ainsi que du financement international, éléments qui étaient présentés séparément en 2012 et en 2011.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Le montant net de l'actif (du passif) d'impôt différé se compose des éléments suivants :

31 décembre	2013	2012
Actif d'impôt différé		
Immobilisations corporelles	786 \$	995 \$
Régimes de rémunération	109	113
Charges à payer et non payées	61	65
Pertes autres qu'en capital et pertes en capital nettes reportées prospectivement	429	119
Crédits d'impôt minimum de remplacement et crédits d'impôt étranger	199	122
Moins la provision pour moins-value	(6)	-
Autres	95	61
Passif d'impôt différé		
Immobilisations corporelles	(407)	-
Gestion des risques	(63)	(176)
Profits de change latents	(120)	(205)
Autres	(29)	(14)
Actif (passif) d'impôt différé, montant net	1 054 \$	1 080 \$

Le montant net de l'actif (du passif) d'impôt différé est pris en compte comme suit à l'état consolidé de la situation financière :

31 décembre	2013	2012
Actif d'impôt différé courant	118 \$	23 \$
Actif d'impôt différé non courant	939	1 116
Passif d'impôt différé courant	(3)	(59)
Actif (passif) d'impôt différé, montant net	1 054 \$	1 080 \$

Les comptes fiscaux, les reports de perte prospectifs, les dons de charité et les crédits d'impôt qui pourront être utilisés dans des exercices à venir, sont comme suit :

31 décembre	2013	Année d'expiration
Canada		
Comptes fiscaux	4 792 \$	Sans expiration
Pertes en capital nettes	269	Sans expiration
Pertes autres qu'en capital	505	2015-2033
Dons de charité	26	2015-2018
États-Unis		
Valeur fiscale	3 642 \$	Sans expiration
Pertes autres qu'en capital	647	2033
Dons de charité	6	2018
Crédits d'impôt minimum de remplacement	55	Sans expiration
Crédits d'impôt étranger (déduction faite de la provision pour moins-value)	138	2021-2023

Au 31 décembre 2013, une tranche d'environ 2,6 G\$ des résultats non distribués d'Encana provenant de ses filiales étrangères était considérée comme ayant été réinvestie de façon permanente à l'extérieur du Canada. Par conséquent, Encana n'a pas constaté de passif d'impôt différé pour l'impôt canadien s'appliquant à cette tranche. Si celle-ci devait être rapatriée au Canada, Encana pourrait être assujettie à l'impôt canadien et à des retenues d'impôt étranger. Toutefois, il est impossible de calculer tout montant éventuel des passifs d'impôt différé non constatés.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Le tableau suivant présente l'évolution du solde des économies d'impôt non constatées d'Encana, exclusion faite des intérêts :

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012
Solde au début de l'exercice	164 \$	165 \$
Ajouts pour les positions fiscales prises dans l'exercice considéré	-	2
Ajouts pour les positions fiscales des exercices précédents	-	3
Réductions pour les positions fiscales des exercices précédents	(2)	(2)
Positions frappées de prescription	(4)	(4)
Règlements	(29)	(4)
Écart de conversion	(10)	4
Solde à la fin de l'exercice	119 \$	164 \$

Les économies d'impôt non constatées sont prises en compte comme suit à l'état consolidé de la situation financière :

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012
Impôt sur le résultat à recouvrer	- \$	59 \$
Autres passifs et provisions (note 13)	133	134
Passif d'impôt différé courant	2	5
Actif d'impôt différé non courant	(16)	(34)
Solde à la fin de l'exercice	119 \$	164 \$

Si elles étaient comptabilisées, toutes les économies d'impôt non constatées d'Encana au 31 décembre 2013 auraient une incidence sur son taux d'impôt effectif. Encana ne prévoit pas que le montant des économies d'impôt non constatées changera de façon importante dans les 12 prochains mois.

Encana comptabilise dans la charge d'intérêts les intérêts courus sur les économies d'impôt non constatées. En 2013, Encana a inscrit une économie de 6 M\$ (8 M\$ en 2012; 18 M\$ en 2011) dans la charge d'intérêts. Au 31 décembre 2013, Encana avait un passif de 1 M\$ (3 M\$ en 2012) se rapportant à des intérêts courus sur des économies d'impôt non constatées.

Un résumé des années d'imposition, par territoire, qui demeurent assujetties à l'examen des administrations fiscales, est présenté ci-après.

Territoire	Années d'imposition
Canada – Fédéral	2005 - 2013
Canada – Provincial	2005 - 2013
États-Unis – Fédéral	2008 - 2013
États-Unis – État	2008 - 2013
Autres	2012 - 2013

Encana et ses filiales produisent des déclarations de revenus principalement au Canada et aux États-Unis. Les points en litige pour les exercices audités et les audits des exercices ultérieurs sont continus et en sont à diverses étapes d'achèvement.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

7. Créances clients et produits à recevoir

31 décembre	2013	2012
Créances commerciales et produits à recevoir	864 \$	905 \$
Montants payés d'avance, acomptes et autres	130	350
	994	1 255
Provision pour créances douteuses	(6)	(19)
	988 \$	1 236 \$

Les créances commerciales ne portent pas intérêt. Pour en déterminer la recouvrabilité, la Société tient compte de l'âge des créances non réglées et de la cote de solvabilité des contreparties. Plus d'information sur le risque de crédit est présentée à la note 21.

8. Immobilisations corporelles, montant net

31 décembre	2013			2012		
	Coût	Cumul des amortissements et de l'épuisement	Montant net	Coût	Cumul des amortissements et de l'épuisement	Montant net
Division Canada						
Biens prouvés	25 003 \$	(23 012) \$	1 991 \$	26 024 \$	(23 962) \$	2 062 \$
Biens non prouvés	598	-	598	716	-	716
Autres	139	-	139	182	-	182
	25 740	(23 012)	2 728	26 922	(23 962)	2 960
Division États-Unis						
Biens prouvés	26 529	(22 074)	4 455	24 825	(21 236)	3 589
Biens non prouvés	470	-	470	579	-	579
Autres	202	-	202	237	-	237
	27 201	(22 074)	5 127	25 641	(21 236)	4 405
Optimisation des marchés Activités non sectorielles et autres						
	223	(132)	91	235	(129)	106
	2 655	(566)	2 089	2 829	(549)	2 280
	55 819 \$	(45 784) \$	10 035 \$	55 627 \$	(45 876) \$	9 751 \$

Les immobilisations corporelles des divisions Canada et États-Unis comprennent des coûts internes qui sont directement liés aux activités de prospection, de mise en valeur et de construction de 372 M\$ qui ont été incorporés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 (471 M\$ en 2012). Le poste Activités non sectorielles et autres comprend des coûts liés à des biens internationaux de 71 M\$ (104 M\$ en 2012), qui ont été entièrement dépréciés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société n'a, par suite d'un test de plafonnement du coût entier, imputé aucune perte de valeur au centre de coûts canadien (1 822 M\$ en 2012; 2 249 M\$ en 2011) ni au centre de coûts américain (2 842 M\$ en 2012; néant en 2011). Les pertes de valeur ont découlé essentiellement de la baisse des prix moyens du gaz naturel des 12 derniers mois, ce qui a entraîné une réduction des volumes et de la valeur des réserves prouvées.

Les prix moyens des 12 derniers mois qui sont utilisés dans les calculs effectués dans le cadre des tests de plafonnement du coût entier tiennent compte de prix de référence ajustés en fonction des écarts pour le calcul des données locales comme les prix de référence, les frais et tarifs de transport, le contenu thermique et la qualité. Les prix de référence sont indiqués à la note 24.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Contrats de location-acquisition

La Société a conclu plusieurs contrats de location qui sont constatés comme des contrats de location-acquisition et qui visent notamment un immeuble de bureaux, du matériel et une plateforme de production en mer.

En décembre 2013, Encana a démarré l'exploitation commerciale de ses installations de production Deep Panuke qui sont situées au large des côtes de la Nouvelle-Écosse après en avoir parachevé la construction et après avoir reçu l'avis d'acceptation de la production. Au 31 décembre 2013, les immobilisations corporelles et le total de l'actif de la division Canada tenaient compte de ces installations de production, lesquelles font l'objet d'un contrat de location-acquisition totalisant 536 M\$. Au 31 décembre 2012, une tranche de 612 M\$ du cumul des coûts liés à ces installations était constatée en tant qu'immobilisation en cours de construction.

En 2011, la Société a conclu aux États-Unis un contrat de location-acquisition aux termes duquel les droits de propriété d'un matériel donné lui seraient cédés sur une période de cinq ans. La Société a comptabilisé un actif au titre du contrat de location-acquisition, ainsi qu'une obligation correspondante totalisant 158 M\$, obligation qu'elle a réglée par la suite.

Au 31 décembre 2013, la valeur comptable des biens visés par des contrats de location-acquisition totalisait 683 M\$ (207 M\$ en 2012).

Autre entente

Au 31 décembre 2013, un montant de 1 617 M\$ (1 668 M\$ en 2012) était inscrit au titre du cumul des coûts d'Encana dans les comptes Immobilisations corporelles et Total de l'actif du secteur Activités non sectorielles et autres relativement à l'immeuble de bureaux The Bow. En 2012, Encana a commencé à occuper une partie des locaux de cet immeuble et à effectuer des paiements au promoteur immobilier non lié conformément à un bail de 25 ans. Au 31 mars 2013, Encana occupait la totalité de l'immeuble. L'actif The Bow est amorti sur sa durée de vie estimée, soit 60 ans. À la fin du terme de 25 ans, l'actif résiduel et le passif correspondant devraient être décomptabilisés, tel qu'il est indiqué à la note 13.

Les passifs associés aux contrats de location-acquisition et à l'immeuble de bureaux The Bow sont comptabilisés dans le poste Autres passifs et provisions de l'état consolidé de la situation financière et sont présentés à la note 13.

9. Autres actifs

31 décembre	2013	2012
Charges différées et coûts de transaction sur titres d'emprunt	58 \$	61 \$
Créances à long terme	184	180
Placements à long terme et autres	284	225
	526 \$	466 \$

10. Goodwill

31 décembre	2013	2012
Canada	1 171 \$	1 252 \$
États-Unis	473	473
	1 644 \$	1 725 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Il n'y a eu aucune acquisition ni cession du goodwill en 2013 ou en 2012, et la Société n'a constaté aucune perte de valeur antérieure du goodwill. La variation du solde du goodwill de la division Canada entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2012 a résulté des fluctuations liées au change.

Un test de dépréciation du goodwill a été effectué aux 31 décembre 2013 et 2012. Il a été établi que la juste valeur des unités opérationnelles au Canada et aux États-Unis était supérieure à leur valeur comptable respective. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

11. Dettes fournisseurs et charges à payer

31 décembre	2013	2012
Comptes fournisseurs	265 \$	417 \$
Charges à payer relativement aux dépenses d'investissement	398	415
Charges à payer relativement aux redevances et à la production	473	497
Autres charges à payer	514	490
Intérêts à payer	111	117
Décaissements en cours	2	27
Partie courante des obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 13)	66	7
Portion courante des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 14)	66	33
	1 895 \$	2 003 \$

Les dettes fournisseurs et les charges à payer ne portent pas intérêt. Les intérêts à payer représentent les montants à payer relativement aux billets non garantis d'Encana comme il est indiqué à la note 12.

12. Dette à long terme

31 décembre	Note	Montant du capital en \$ CA	2013	2012
Dettes libellées en dollars canadiens				
Crédit renouvelable et emprunts à terme	A	- \$	- \$	- \$
Billets non garantis en dollars canadiens	B			
5,80 %, échéant le 18 janvier 2018		750	705	754
		750 \$	705	754
Dettes libellées en dollars américains				
Crédit renouvelable et emprunts à terme	A		-	-
Billets non garantis en dollars américains	B			
4,75 %, échéant le 15 octobre 2013			-	500
5,80 %, échéant le 1 ^{er} mai 2014			1 000	1 000
5,90 %, échéant le 1 ^{er} décembre 2017			700	700
6,50 %, échéant le 15 mai 2019			500	500
3,90 %, échéant le 15 novembre 2021			600	600
8,125 %, échéant le 15 septembre 2030			300	300
7,20 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031			350	350
7,375 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031			500	500
6,50 %, échéant le 15 août 2034			750	750
6,625 %, échéant le 15 août 2037			500	500
6,50 %, échéant le 1 ^{er} février 2038			800	800
5,15 %, échéant le 15 novembre 2041			400	400
			6 400	6 900
Capital total	F		7 105	7 654
Augmentation de la valeur de la dette reprise	C		40	46
Escomptes sur la dette	D		(21)	(25)
Partie courante de la dette à long terme	E		(1 000)	(500)
			6 124 \$	7 175 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

A) CRÉDIT RENOUELABLE ET EMPRUNTS À TERME

En 2012, la Société a émis des effets de trésorerie. Au 31 décembre 2013 ou 2012, il n'existait aucun encours relativement aux effets de trésorerie ou aux facilités de crédit renouvelables de la Société. Les commissions d'attente versées en 2013 en lien avec les ententes de crédit renouvelable et les emprunts à terme en dollars canadiens et américains se sont établies à 14 M\$ environ (15 M\$ en 2012; 5 M\$ en 2011).

Encana est assujettie à certaines clauses restrictives de nature financière aux termes de ses ententes de facilités de crédit et elle s'y conforme entièrement.

Crédit renouvelable et emprunts à terme en dollars canadiens

Au 31 décembre 2013, Encana disposait d'une facilité de crédit bancaire renouvelable consentie de 3,5 G\$ CA ou d'un montant équivalent en dollars US (3,3 G\$), facilité sur laquelle aucun montant n'avait été prélevé. En juin 2013, la Société a reporté la date d'échéance de sa facilité de crédit bancaire renouvelable existante et en a fait passer le montant de 4,0 G\$ CA à 3,5 G\$ CA. La facilité, qui expire en juin 2018, est entièrement renouvelable jusqu'à son échéance. Elle est prorogeable à l'occasion, mais pas plus d'une fois par année, au gré des prêteurs et à la demande d'Encana, pour une période d'au plus cinq ans et 90 jours à compter de la date de la demande de prorogation. Cette facilité n'est pas garantie et porte intérêt aux taux pratiqués par les prêteurs pour des emprunts au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, au taux des acceptations bancaires ou au TIOL majoré des marges applicables.

Crédit renouvelable et emprunts à terme en dollars américains

Au 31 décembre 2013, l'une des filiales d'Encana disposait d'une facilité de crédit bancaire renouvelable consentie totalisant 1,0 G\$ et dont une tranche de 999 M\$ demeurait disponible. En juin 2013, la Société a reporté la date d'échéance de sa facilité de crédit bancaire renouvelable existante. Cette facilité, qui expire en juin 2018, est garantie par Encana Corporation et est entièrement renouvelable jusqu'à son échéance. Elle est prorogeable à l'occasion, mais pas plus d'une fois par année, au gré des prêteurs et à la demande de la filiale, pour une période d'au plus cinq ans et 90 jours à partir de la date de la demande de prorogation. Cette facilité porte intérêt aux taux pratiqués par les prêteurs pour des emprunts au taux de base américain ou au TIOL, chacun étant majoré des marges applicables.

B) BILLETS NON GARANTIS

Les billets non garantis incluent des billets à moyen terme et des billets de premier rang qui sont émis de temps à autre aux termes d'actes de fiducie et qui ont égalité de rang en ce qui concerne le paiement du capital et des intérêts.

Billets non garantis en dollars canadiens

Au 31 décembre 2012, Encana avait déposé, sans y recourir, un prospectus préalable lui permettant d'émettre des billets non garantis à moyen terme en dollars canadiens totalisant 2,0 G\$ CA. La période de validité de ce prospectus a pris fin en juin 2013 et il n'a pas été renouvelé.

Billets non garantis en dollars américains

Encana a déposé, aux termes du régime d'information multinational, un prospectus préalable visant l'émission de billets non garantis en dollars US totalisant 4,0 G\$. Aux termes de ce prospectus, des titres d'emprunt libellés en dollars US ou en d'autres devises peuvent être émis de temps à autre, en une ou plusieurs séries. Les conditions rattachées aux billets, notamment le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date d'échéance, sont établies en fonction des conditions du marché à la date d'émission. Le prospectus préalable a été déposé en mai 2012 et sa période de validité prend fin en juin 2014. Au 31 décembre 2013, le montant de 4,0 G\$ du prospectus préalable était inutilisé, sa disponibilité dépendant des conditions du marché.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

En novembre 2011, Encana a lancé aux États-Unis un appel public à l'épargne portant sur 600 M\$ de billets non garantis de premier rang, assortis d'un taux d'intérêt nominal de 3,90 % et échéant le 15 novembre 2021, et sur 400 M\$ assortis d'un taux d'intérêt nominal de 5,15 % et échéant le 15 novembre 2041. Le produit net total de 989 M\$ a servi à rembourser une partie de la dette en effets de trésorerie d'Encana, dont une tranche avait été engagée afin de rembourser 500 M\$ de billets d'Encana à 6,30 % venus à échéance le 1^{er} novembre 2011.

Les billets à 5,80 % échéant le 1^{er} mai 2014 ont été émis par Encana Holdings Finance Corp., filiale en propriété exclusive indirecte de la Société. Ils sont garantis pleinement et sans condition par Encana Corporation.

C) AUGMENTATION DE VALEUR DE LA DETTE REPRISE

Certains billets et certaines débetures de la Société ont été repris dans le cadre de regroupements d'entreprises et ont été comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart entre la juste valeur et le montant du capital de la dette est amorti sur la durée résiduelle de cette dette, soit environ 17 ans.

D) ESCOMPTES SUR LA DETTE

Les primes et les escomptes afférents à la dette à long terme sont incorporés dans la dette à long terme et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En 2013 et en 2012, aucun escompte n'a été incorporé en lien avec l'émission de billets non garantis en dollars américains.

E) PARTIE COURANTE DE LA DETTE À LONG TERME

31 décembre	Montant du capital en \$ CA	2013	2012
4,75 %, échéant le 15 octobre 2013	- \$	- \$	500 \$
5,80 %, échéant le 1 ^{er} mai 2014	-	1 000	-
	- \$	1 000 \$	500 \$

F) REMBOURSEMENTS OBLIGATOIRES SUR LA DETTE

31 décembre	Montant du capital en \$ CA	Montant du capital en \$ US	Total équivalent en \$ US
2014	- \$	1 000 \$	1 000 \$
2015	-	-	-
2016	-	-	-
2017	-	700	700
2018	750	-	705
Par la suite	-	4 700	4 700
Total	750 \$	6 400 \$	7 105 \$

La dette à long terme est comptabilisée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Au 31 décembre 2013, le total de la dette à long terme avait une valeur comptable de 7 124 M\$ et une juste valeur de 7 805 M\$ (valeur comptable de 7 675 M\$ et juste valeur de 9 043 M\$ en 2012). La juste valeur estimée des emprunts à long terme est attribuée au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et a été établie en fonction de renseignements du marché ou en actualisant les versements futurs d'intérêts et de capital au moyen des taux d'intérêt estimés que la Société devrait pouvoir obtenir à la fin de la période.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

13. Autres passifs et provisions

31 décembre	2013	2012
Immeuble de bureaux The Bow (note 8)	1 631 \$	1 674 \$
Immobilisation en cours de construction – installations de production (note 8)	-	612
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 8)	544	69
Économies d'impôt non constatées (note 6)	133	134
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (note 19)	110	165
Autres	102	18
	2 520 \$	2 672 \$

Immeuble de bureaux The Bow

Comme il est indiqué à la note 8, Encana a comptabilisé les coûts cumulés de l'immeuble de bureaux The Bow comme un actif et a inscrit un passif correspondant. En 2012, Encana a commencé à effectuer des paiements au promoteur immobilier non lié conformément à un bail de 25 ans. À l'expiration de ce bail de 25 ans, l'actif résiduel et le passif correspondant devraient être décomptabilisés. Encana a également sous-loué une partie des locaux pour bureaux de l'immeuble The Bow à une filiale de Cenovus Energy Inc. Le total des paiements futurs non actualisés associés au contrat de location ainsi que le total des montants futurs non actualisés qui devraient être recouverts par la sous-location à Cenovus sont présentés ci-dessous.

(chiffres non actualisés)	2014	2015	2016	2017	2018	Par la suite	Total
Loyers futurs prévus	87 \$	87 \$	88 \$	89 \$	90 \$	1 893 \$	2 334 \$
Montants recouverts par la sous-location	(43) \$	(43) \$	(44) \$	(44) \$	(44) \$	(939) \$	(1 157) \$

Obligations en vertu de contrats de location-acquisition

Comme il est décrit à la note 8, l'exploitation commerciale des installations de production a débuté en décembre 2013. Par conséquent, Encana a décomptabilisé l'immobilisation en cours de construction et le passif correspondant, a constaté ces installations comme un actif de location-acquisition et a inscrit une obligation correspondante en vertu d'un contrat de location-acquisition. Aux termes de ce contrat, Encana détient une option d'achat et une option lui permettant de proroger cette entente pour 12 périodes de un an à des prix fixes après l'expiration de son terme initial en 2021. Ainsi, ce contrat de location peut être considéré comme un droit variable et l'entité de location connexe est admissible en tant qu'entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »). Encana n'est pas le principal bénéficiaire de l'EDDV puisqu'elle n'a pas le pouvoir de diriger les activités qui ont le plus d'incidence sur la performance économique de celle-ci. Hormis le versement des paiements contractuels aux termes du contrat de location et des contrats de location simple, Encana n'a pas à fournir un quelconque soutien financier ou garantie à l'entité de location ou à ses sociétés affiliées.

Ce qui suit indique les loyers futurs prévus qui sont liés aux obligations en vertu de contrats de location-acquisition de la Société.

	2014	2015	2016	2017	2018	Par la suite	Total
Loyers futurs prévus	106 \$	93 \$	93 \$	94 \$	94 \$	315 \$	795 \$
Moins les montants représentant les intérêts	40	32	28	25	20	40	185
Valeur actualisée des loyers futurs prévus	66 \$	61 \$	65 \$	69 \$	74 \$	275 \$	610 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

14. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

31 décembre	2013	2012
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	969 \$	921 \$
Passifs engagés	38	43
Passifs réglés	(126)	(90)
Variation des sorties de trésorerie futures estimées	68	28
Charge de désactualisation	53	53
Écart de conversion	(36)	14
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	966 \$	969 \$
Partie courante (note 11)	66 \$	33 \$
Partie non courante	900	936
	966 \$	969 \$

Encana est responsable de la mise hors service d'immobilisations liées à ses biens pétroliers et gaziers et à ses installations des activités médianes à la fin de leur durée d'utilité.

15. Capital social

AUTORISÉ

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions préférentielles de premier rang et d'actions préférentielles de second rang.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

31 décembre	2013		2012	
	Nombre (en millions)	Montant	Nombre (en millions)	Montant
Actions ordinaires en circulation au début de l'exercice	736,3	2 354 \$	736,3	2 354 \$
Actions ordinaires annulées	(0,8)	(2)	-	-
Actions ordinaires émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes	5,4	93	-	-
Actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice	740,9	2 445 \$	736,3	2 354 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, Encana a annulé 767 327 actions ordinaires qui avaient été réservées en vue de leur émission aux actionnaires au moment de l'échange d'actions des sociétés remplacées. Conformément aux modalités de la convention de fusion qui a mené à la formation d'Encana, les actions qui n'avaient pas été échangées ont été annulées. Par conséquent, la valeur comptable moyenne pondérée de ces actions ordinaires, soit 2 M\$, a été reclassée dans le surplus d'apport.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, Encana a émis 5 385 845 actions ordinaires, d'un montant total de 93 M\$, en vertu de son régime de réinvestissement des dividendes.

DIVIDENDES

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, Encana a versé des dividendes de 0,67 \$ par action ordinaire, soit un total de 494 M\$ (0,80 \$ par action ordinaire et total de 588 M\$ pour 2012; 0,80 \$ par action ordinaire et total de 588 M\$ pour 2011). En 2013, le dividende trimestriel que la Société a versé a été de 0,20 \$ par action ordinaire pour chacun des trois premiers trimestres et de 0,07 \$ par action ordinaire pour le quatrième. En 2012 et en 2011, la Société a versé un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action ordinaire.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les dividendes versés ont inclus les 93 M\$ d'actions ordinaires dont il est fait mention ci-dessus, actions que la Société a émises au lieu de verser des dividendes en trésorerie, conformément à son régime de réinvestissement des dividendes (néant en 2012; néant en 2011).

Le 12 février 2014, le conseil a déclaré un dividende de 0,07 \$ par action ordinaire payable le 31 mars 2014 aux détenteurs d'actions ordinaires inscrits le 14 mars 2014.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le tableau suivant présente le calcul du résultat net par action ordinaire :

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)	2013	2012	2011
Résultat net	236 \$	(2 794) \$	5 \$
Nombre d'actions ordinaires			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	737,7	736,3	736,3
Effet des titres dilutifs	-	-	0,9
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	737,7	736,3	737,2
Résultat net par action ordinaire			
De base	0,32 \$	(3,79) \$	0,01 \$
Dilué	0,32 \$	(3,79) \$	0,01 \$

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS D'ENCANA

Encana offre des régimes de rémunération fondée sur des actions qui permettent aux membres de son personnel d'acheter des actions ordinaires de la Société. Le prix d'exercice des options sur actions n'est pas inférieur à la valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution des options. Les options sur actions peuvent être exercées à raison de 30 % du nombre d'options attribuées après un an et d'une autre tranche de 30 % après deux ans. Les options sont pleinement exerçables après trois ans et elles viennent à échéance cinq ans après leur date d'attribution.

Des droits à l'appréciation des actions jumelés (« DAAJ ») sont rattachés à toutes les options en cours au 31 décembre 2013. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJ sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'attribution initial au moment de l'exercice. En outre, certaines options sur actions sont attribuées en fonction du rendement. Les DAAJ liés au rendement (« DAAJR ») s'acquièrent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. De plus, l'acquisition des droits est assujettie à l'atteinte, par Encana, d'un rendement prescrit à l'égard de certaines mesures clés prédéfinies. Dans le passé, la plupart des porteurs des options comportant des DAAJ ont choisi d'exercer leurs options sur actions en tant que droits à l'appréciation des actions (« DAA ») contre un paiement en trésorerie. Se reporter à la note 18 pour obtenir plus de renseignements sur les DAAJ et les DAAJR en cours et exerçables d'Encana.

Au 31 décembre 2013, 19,1 millions d'actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission aux termes des régimes d'options sur actions (18,8 millions en 2012; 10,9 millions en 2011).

DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS SOUMIS À RESTRICTIONS (« DVASR ») D'ENCANA

Encana a un régime de rémunération fondée sur des actions aux termes duquel elle attribue des DVASR aux membres admissibles de son personnel. Un DVASR est une attribution conditionnelle de droits à recevoir une action ordinaire d'Encana, ou son équivalent en trésorerie, au gré d'Encana et lorsque le DVASR est acquis, conformément aux modalités du régime de DVASR et de la convention d'attribution qui s'y rapporte. Un DVASR vaut théoriquement une action ordinaire d'Encana. Les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. La Société a l'intention de régler les DVASR en trésorerie à la date d'acquisition et

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

c'est pourquoi elle ne considère pas qu'ils sont des titres potentiellement dilutifs. Se reporter à la note 18 pour obtenir plus de renseignements sur les DVASR en cours d'Encana.

DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS (« DVA ») D'ENCANA DÉTENUS PAR DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CENOVUS

Le 30 novembre 2009, Encana a procédé à la réorganisation de ses activités (l'« opération de scission ») en effectuant sa scission en deux sociétés d'énergie indépendantes à capital ouvert : Encana Corporation et Cenovus Energy Inc. Aux termes de l'opération de scission, les détenteurs de droits à la valeur des actions d'Encana ont échangé ces droits contre de nouveaux droits à la valeur des actions d'Encana et de Cenovus. Les droits à la valeur des actions comprennent des DAAJ, des DAAJR, des DAA et des DAA liés au rendement (« DAAR »). Les nouveaux DVA sont assortis des mêmes conditions que les DVA d'origine.

En ce qui concerne les DVA d'Encana détenus par des membres du personnel de Cenovus et les DVA de Cenovus détenus par des membres du personnel d'Encana, Encana et Cenovus ont convenu de se rembourser mutuellement les DVA exercés en contrepartie de paiements en trésorerie par leurs membres du personnel respectifs. Par conséquent, pour les DVA d'Encana détenus par des membres du personnel de Cenovus, Encana a comptabilisé un montant à payer aux membres du personnel de Cenovus et un montant à recevoir de Cenovus. Le montant à payer aux membres du personnel de Cenovus et le montant à recevoir de Cenovus sont basés sur la juste valeur des DVA d'Encana, déterminée au moyen du modèle Black-Scholes-Merton (se reporter aux notes 18 et 20). Les DVA détenus par des membres du personnel de Cenovus n'ont pas d'incidence sur le résultat net d'Encana. Les DAAJ et les DAAJR détenus par des membres du personnel de Cenovus viennent à échéance en décembre 2014 au plus tard. Aucun autre DVA d'Encana n'a été attribué à des membres du personnel de Cenovus depuis l'opération de scission.

Les membres du personnel de Cenovus peuvent exercer les DAAJ et les DAAJR d'Encana qu'ils détiennent contre des actions ordinaires de celle-ci. Au 31 décembre 2013, les membres du personnel de Cenovus détenaient 1,5 million de DAAJ et 2,4 millions de DAAJR d'Encana, droits qui étaient en cours et exerçables et dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 29,09 \$ CA et de 29,04 \$ CA, respectivement.

16. Cumul des autres éléments du résultat global

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012
Écart de conversion		
Solde au début de l'exercice	739 \$	658 \$
Variation de l'écart de conversion	(46)	81
Solde à la fin de l'exercice	693 \$	739 \$
Régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi		
Solde au début de l'exercice	(69) \$	(82) \$
Montant net des écarts actuariels et modification des régimes (note 19)	65	3
Impôt sur le résultat	(17)	(1)
Reclassement du montant net des écarts actuariels dans le résultat net (note 19)	11	15
Impôt sur le résultat	(3)	(4)
Liquidation et réduction pris en compte dans la charge au titre des régimes à prestations définies (note 19)	6	-
Impôt sur le résultat	(2)	-
Solde à la fin de l'exercice	(9) \$	(69) \$
Total du cumul des autres éléments du résultat global	684 \$	670 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

17. Charges de restructuration

En novembre 2013, Encana a annoncé qu'elle projetait d'harmoniser sa structure organisationnelle avec sa nouvelle stratégie et qu'elle entendait comprimer sa main-d'œuvre d'environ 20 %. En lien avec cette restructuration, elle a également annoncé qu'elle prévoyait fermer ses bureaux situés à Plano, au Texas, en 2014. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, Encana a engagé des charges de restructuration totalisant 88 M\$, charges qui ont trait essentiellement aux coûts des indemnités de départ et qui sont prises en compte dans les charges administratives dans son compte consolidé des résultats. Des 88 M\$ de charges de restructuration engagées à ce jour, une tranche de 65 M\$ était toujours à payer au 31 décembre 2013. Le total des charges associées à la restructuration, qui s'étaleront jusqu'en 2015, devrait être d'environ 130 M\$ avant impôt.

18. Régimes de rémunération

Encana offre plusieurs régimes de rémunération aux termes desquels elle remet divers types de primes au rendement à long terme aux membres de son personnel qui y sont admissibles. Ces régimes sont notamment les DAAJ, les DAAJR, les DAA, les DAAR, les droits à la valeur des actions liés au rendement (« DVAR »), les droits différés à la valeur des actions (« DDVA »), les DVASR et un régime d'attributions en trésorerie soumises à restrictions. La majorité de ces régimes de rémunération sont fondés sur des actions.

Encana traite les DAAJ, les DAAJR, les DAA, les DAAR, les DVAR et les DVASR que détiennent des membres de son personnel comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie. Par conséquent, la Société comptabilise les coûts de rémunération qui s'y rattachent sur la période d'acquisition des droits en fonction de la juste valeur de ces derniers, laquelle est déterminée à l'aide du modèle Black-Scholes-Merton et d'autres modèles de la juste valeur. Après un an, 30 % des DAAJ, des DAAJR, des DAA et des DAAR attribués sont acquis et peuvent être exercés, une autre tranche de 30 % peut l'être après deux ans et tous les droits peuvent l'être après trois ans (exception faite des DAAJR qui ont été attribués en 2013). Les droits expirent cinq ans après la date d'attribution. Les DVAR et les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits.

Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont servi à établir la juste valeur des droits à la valeur des actions détenus par des membres du personnel d'Encana :

	Droits à la valeur des actions d'Encana (\$ US)	Droits à la valeur des actions d'Encana (\$ CA)	Droits à la valeur des actions de Cenovus (\$ CA)
31 décembre 2013			
Taux d'intérêt sans risque	1,09 %	1,09 %	1,09 %
Taux de rendement de l'action	1,55 %	1,50 %	3,18 %
Taux de volatilité attendu	33,20 %	30,42 %	27,75 %
Durée attendue	1,8 an	1,7 an	0,1 an
Cours du marché de l'action	18,05 \$ US	19,18 \$ CA	30,40 \$ CA

	Droits à la valeur des actions d'Encana (\$ US)	Droits à la valeur des actions d'Encana (\$ CA)	Droits à la valeur des actions de Cenovus (\$ CA)
31 décembre 2012			
Taux d'intérêt sans risque	1,14 %	1,14 %	1,14 %
Taux de rendement de l'action	4,05 %	4,07 %	2,64 %
Taux de volatilité attendu	34,31 %	30,51 %	30,18 %
Durée attendue	2,0 ans	1,3 an	0,5 an
Cours du marché de l'action	19,76 \$ US	19,66 \$ CA	33,29 \$ CA

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

La volatilité des droits à la valeur des actions d'Encana et de Cenovus détenus par des membres du personnel d'Encana a été estimée au moyen des taux de volatilité historiques.

La Société a inscrit les coûts suivants au titre de la rémunération fondée sur des actions :

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Coûts de rémunération relatifs aux transactions classées comme étant réglées en trésorerie	63 \$	42 \$	28 \$
Coûts de rémunération relatifs aux transactions classées comme étant réglées en instruments de capitaux propres ¹⁾	3	5	-
Total des coûts de la rémunération fondée sur des actions	66	47	28
Moins le total des coûts de la rémunération fondée sur des actions incorporés	(22)	(14)	(14)
Total de la charge de rémunération fondée sur des actions	44 \$	33 \$	14 \$
Total constaté dans les éléments suivants du compte consolidé de résultat			
Charges opérationnelles	18 \$	13 \$	8 \$
Charges administratives	26	20	6
	44 \$	33 \$	14 \$

¹⁾ Les DVASR peuvent être réglés en trésorerie ou en instruments de capitaux propres au gré d'Encana. La décision de les régler en trésorerie a été prise par la Société après la date d'attribution.

Au 31 décembre 2013, le passif au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions totalisait 169 M\$, montant dont une tranche de 111 M\$ a été inscrite dans les dettes fournisseurs et charges à payer.

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Passif au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglées en trésorerie sans droits acquis	121 \$	85 \$	69 \$
Passif au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglées en trésorerie avec droits acquis	48	71	86
Passif au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglées en trésorerie	169 \$	156 \$	155 \$

Les rubriques qui suivent présentent des informations liées aux régimes de rémunération d'Encana au 31 décembre 2013.

A) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS JUMELÉS

Des DAAJ sont rattachés à toutes les options visant des actions ordinaires émises aux termes du régime d'options sur actions d'Encana. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJ sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice. Les DAAJ s'acquièrent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAAJ d'Encana détenus par des membres de son personnel.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	17 168	27,84	19 390	28,79
Attribués	9 709	18,08	1 514	20,99
Exercés – DAA	(1)	19,90	(17)	20,99
Perdus par renonciation	(2 663)	26,60	(1 704)	29,47
Expirés	(1 701)	36,60	(2 015)	30,54
En cours à la fin de l'exercice	22 512	23,11	17 168	27,84
Exerçables à la fin de l'exercice	9 360	27,84	8 133	30,38

31 décembre 2013	DAAJ d'Encana en cours			DAAJ d'Encana exerçables	
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)	Nombre de DAAJ (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAAJ (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
10,00 à 19,99	9 564	4,15	18,10	74	19,18
20,00 à 29,99	7 382	2,35	22,89	4 754	23,79
30,00 à 39,99	5 566	1,61	32,02	4 532	32,23
	22 512	2,93	23,11	9 360	27,84

Au 31 décembre 2013, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DAAJ non acquis que détenaient des membres du personnel d'Encana était d'environ 29 M\$. Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 2,4 ans.

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des informations relatives aux DAAJ de Cenovus détenus par des membres du personnel d'Encana.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	2 025	29,75	3 935	29,49
Exercés – DAA	(885)	28,81	(1 788)	29,14
Exercés – Options	(6)	29,32	(8)	26,69
Perdus par renonciation	(14)	31,16	(84)	31,31
Expirés	(593)	34,21	(30)	28,74
En cours à la fin de l'exercice	527	26,29	2 025	29,75
Exerçables à la fin de l'exercice	527	26,29	2 025	29,75

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

31 décembre 2013	DAAJ de Cenovus en cours			DAAJ de Cenovus exercibles	
	Nombre de DAAJ (en milliers)	Durée contractuelle moyenne à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAAJ (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	527	0,13	26,29	527	26,29

Pour l'exercice, Encana a inscrit des coûts de rémunération de 21 M\$ relativement à ses DAAJ et une réduction des coûts de rémunération de 4 M\$ relativement aux DAAJ de Cenovus (coûts de rémunération de 6 M\$ relativement aux DAAJ d'Encana et réduction des coûts de rémunération de 1 M\$ relativement aux DAAJ de Cenovus en 2012; réduction des coûts de rémunération de 4 M\$ relativement aux DAAJ d'Encana et coûts de rémunération de 6 M\$ relativement aux DAAJ de Cenovus en 2011).

B) DROITS À L'APPRECIATION DES ACTIONS JUMELÉS LIÉS AU RENDEMENT

De 2007 à 2009, Encana a attribué des DAAJR. À leur acquisition, plutôt que d'exercer les options auxquelles ces DAAJR sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice. Les DAAJR s'acquiescent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. De plus, l'acquisition des droits est assujettie à l'atteinte par Encana d'un rendement prescrit à l'égard d'un coefficient de renouvellement interne et d'objectifs de rendement prédéfinis. Les DAAJR qui ne sont pas acquis lorsqu'ils pourraient l'être sont perdus par renonciation et annulés.

En 2013, Encana a attribué des DAAJR à son président et chef de la direction. À leur acquisition, plutôt que d'exercer les options auxquelles ces DAAJR sont rattachés, le président et chef de la direction peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice. Les DAAJR s'acquiescent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. Aux termes de l'attribution de ces droits en 2013, leur acquisition est également assujettie à l'atteinte, par Encana, d'objectifs de rendement prescrits sur une période de quatre ans, selon le cours de ses actions. Les DAAJR qui ne sont pas acquis lorsqu'ils pourraient l'être sont perdus par renonciation et annulés.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAAJR d'Encana détenus par des membres de son personnel.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	4 879	32,44	7 879	31,50
Attribués	935	18,00	-	-
Perdus par renonciation	(453)	29,12	(779)	31,50
Expirés	(2 236)	36,44	(2 221)	29,45
En cours à la fin de l'exercice	3 125	25,74	4 879	32,44
Exercibles à la fin de l'exercice	2 190	29,04	4 879	32,44

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

31 décembre 2013	DAAJR d'Encana en cours			DAAJR d'Encana en cours	
	Nombre de DAAJR (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAAJR (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
10,00 à 19,99	935	4,45	18,00	-	-
20,00 à 29,99	2 190	0,11	29,04	2 190	29,04
	3 125	1,41	25,74	2 190	29,04

Au 31 décembre 2013, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DAAJR non acquis que détenaient des membres du personnel d'Encana était d'environ 1 M\$. Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 3,4 ans.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAAJR de Cenovus détenus par des membres du personnel d'Encana.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	3 205	29,00	5 751	28,60
Exercés – DAA	(1 466)	28,72	(2 188)	28,33
Exercés – Options	(9)	29,69	(12)	26,61
Perdus par renonciation	(13)	26,27	(314)	26,69
Expirés	(764)	32,96	(32)	26,66
En cours à la fin de l'exercice	953	26,27	3 205	29,00
Exercables à la fin de l'exercice	953	26,27	3 205	29,00

31 décembre 2013	DAAJR de Cenovus en cours			DAAJR de Cenovus exercibles	
	Nombre de DAAJR (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAAJR (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	953	0,11	26,27	953	26,27

Pour l'exercice, Encana a inscrit des coûts de rémunération de 1 M\$ relativement à ses DAAJR et une réduction des coûts de rémunération de 6 M\$ relativement aux DAAJR de Cenovus (réduction des coûts de rémunération de 1 M\$ relativement aux DAAJR d'Encana et réduction des coûts de rémunération de 2 M\$ relativement aux DAAJR de Cenovus en 2012; réduction des coûts de rémunération de 12 M\$ relativement aux DAAJR d'Encana et coûts de rémunération de 14 M\$ relativement aux DAAJR de Cenovus en 2011).

C) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS

En 2008 et en 2009, des DAA libellés en dollars canadiens ont été attribués à des membres du personnel. Ces droits confèrent au porteur le droit de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAA d'Encana détenus par des membres de son personnel.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	1 843	33,79	1 973	33,81
Perdus par renonciation	(156)	30,02	(130)	34,08
Expirés	(957)	37,98	-	-
En cours à la fin de l'exercice	730	29,11	1 843	33,79
Exercibles à la fin de l'exercice	730	29,11	1 843	33,79

31 décembre 2013	DAA d'Encana en cours			DAA d'Encana exercibles	
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)	Nombre de DAA (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAA (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
20,00 à 29,99	711	0,12	29,05	711	29,05
30,00 à 39,99	19	0,61	31,59	19	31,59
	730	0,14	29,11	730	29,11

Depuis 2010, des DAA libellés en dollars américains sont attribués aux membres du personnel admissibles en poste aux États-Unis. Les conditions qui y sont rattachées sont similaires à celles des DAA libellés en dollars canadiens. Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAA d'Encana libellés en dollars américains et détenus par des membres de son personnel.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)
En cours au début de l'exercice	12 165	26,50	12 645	26,78
Attribués	5 048	17,95	482	20,54
Exercés	(2)	17,95	(29)	20,88
Perdus par renonciation	(2 281)	25,30	(933)	27,36
En cours à la fin de l'exercice	14 930	23,79	12 165	26,50
Exercibles à la fin de l'exercice	7 328	27,32	4 685	27,75

31 décembre 2013	DAA d'Encana en cours			DAA d'Encana exercibles	
Fourchette des prix d'exercice (\$ US)	Nombre de DAA (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)	Nombre de DAA (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)
10,00 à 19,99	4 729	4,15	17,96	23	18,86
20,00 à 29,99	4 973	2,77	21,59	2 981	21,92
30,00 à 39,99	5 228	1,58	31,16	4 324	31,09
	14 930	2,79	23,79	7 328	27,32

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Au 31 décembre 2013, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DAA non acquis que détenaient des membres du personnel d'Encana était d'environ 18 M\$. Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 2,4 ans.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAA de Cenovus détenus par des membres du personnel d'Encana.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	1 027	31,25	1 641	30,73
Exercés	(385)	28,38	(591)	29,69
Perdus par renonciation	(23)	33,62	(23)	34,45
Expirés	(389)	36,82	-	-
En cours à la fin de l'exercice	230	26,42	1 027	31,25
Exercables à la fin de l'exercice	230	26,42	1 027	31,25

31 décembre 2013	DAA de Cenovus en cours			DAA de Cenovus exerçables	
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)	Nombre de DAA (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAA (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
20,00 à 29,99	228	0,14	26,38	228	26,38
30,00 à 39,99	2	0,77	30,63	2	30,63
	230	0,14	26,42	230	26,42

Pour l'exercice, Encana a inscrit des coûts de rémunération de 1 M\$ relativement à ses DAA et une réduction des coûts de rémunération de 2 M\$ relativement aux DAA de Cenovus (coûts de rémunération de 7 M\$ relativement aux DAA d'Encana et réduction des coûts de rémunération de 1 M\$ relativement aux DAA de Cenovus en 2012; réduction des coûts de rémunération de 5 M\$ relativement aux DAA d'Encana et coûts de rémunération de 3 M\$ relativement aux DAA de Cenovus en 2011).

D) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS LIÉS AU RENDEMENT

En 2008 et en 2009, Encana a attribué à certains membres du personnel des DAAR qui confèrent au porteur le droit de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice. Les DAAR sont assujettis à l'atteinte, par Encana, d'un rendement prescrit à l'égard d'un coefficient de renouvellement interne et de certaines mesures clés prédéfinies. Les DAAR qui ne sont pas acquis lorsqu'ils pourraient l'être sont perdus par renonciation.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAAR d'Encana détenus par des membres de son personnel.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	2 455	32,20	2 710	32,07
Perdus par renonciation	(239)	29,48	(255)	30,81
Expirés	(1 035)	36,44	-	-
En cours à la fin de l'exercice	1 181	29,04	2 455	32,20
Exerçables à la fin de l'exercice	1 181	29,04	2 455	32,20

31 décembre 2013	DAAR d'Encana en cours			DAAR d'Encana exerçables	
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)	Nombre de DAAR (en milliers)	Durée contractuelle moyenne à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAAR (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
20,00 à 29,99	1 181	0,11	29,04	1 181	29,04

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAAR de Cenovus détenus par des membres du personnel d'Encana.

31 décembre	2013		2012	
(en milliers de droits)	DAAR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAAR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	1 319	28,74	2 282	28,88
Exercés	(631)	28,32	(835)	29,46
Perdus par renonciation	(9)	26,47	(128)	26,56
Expirés	(294)	32,96	-	-
En cours à la fin de l'exercice	385	26,27	1 319	28,74
Exerçables à la fin de l'exercice	385	26,27	1 319	28,74

31 décembre 2013	DAAR de Cenovus en cours			DAAR de Cenovus exerçables	
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)	Nombre de DAAR (en milliers)	Durée contractuelle moyenne à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAAR (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
20,00 à 29,99	385	0,11	26,27	385	26,27

Pour l'exercice, Encana n'a inscrit aucun coût de rémunération relativement à ses DAAR et a constaté une réduction des coûts de rémunération de 3 M\$ relativement à ceux de Cenovus (aucun coût de rémunération relativement aux DAAR d'Encana et aucun coût de rémunération relativement aux DAAR de Cenovus en 2012; réduction des coûts de rémunération de 4 M\$ relativement aux DAAR d'Encana et coûts de rémunération de 5 M\$ relativement aux DAAR de Cenovus en 2011).

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

E) DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS LIÉS AU RENDEMENT

Depuis 2010, des DVAR sont attribués aux membres du personnel admissibles. Ces DVAR confèrent à leur porteur le droit de recevoir, au moment de l'acquisition des droits, un paiement en trésorerie égal à la valeur d'une action ordinaire d'Encana pour chaque DVAR détenu, selon les modalités du régime de DVAR. Les DVAR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits.

La valeur finale des DVAR dépendra du rendement d'Encana en regard d'objectifs de performance correspondants prédéfinis, rendement qui sera évalué sur une période de trois ans. Dans le cas des droits attribués de 2010 à 2012, inclusivement, le rendement est évalué par le conseil une fois l'an en fonction d'un coefficient de renouvellement interne afin d'établir si les critères de rendement sont respectés. Selon les résultats de cette évaluation, des DVAR pouvant représenter jusqu'à deux fois ceux attribués initialement peuvent être admissibles à l'acquisition relativement à l'exercice ayant fait l'objet de l'évaluation. La portion respective de l'attribution initiale des DVAR réputée admissible à l'acquisition pour chaque exercice sera évaluée, et la valeur nominale en trésorerie sera déposée dans un compte de DVAR, le paiement étant reporté jusqu'à la date de l'acquisition finale des droits. En ce qui concerne les droits attribués en 2013, le rendement est évalué sur une période de trois ans par comparaison avec celui d'un groupe de référence spécifique.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DVAR.

(en milliers de droits)	DVAR libellés en dollars canadiens en cours	
	2013	2012
31 décembre		
En cours au début de l'exercice	961	1 238
Attribués	856	213
Réputés admissibles à l'acquisition	(552)	(427)
Droits tenant lieu de dividendes	40	37
Perdus par renonciation	(171)	(100)
En cours à la fin de l'exercice	1 134	961

(en milliers de droits)	DVAR libellés en dollars américains en cours	
	2013	2012
31 décembre		
En cours au début de l'exercice	693	1 089
Attribués	192	27
Réputés admissibles à l'acquisition	(474)	(393)
Droits tenant lieu de dividendes	14	27
Perdus par renonciation	(62)	(57)
En cours à la fin de l'exercice	363	693

Au 31 décembre 2013, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DVAR non acquis que détenaient des membres du personnel d'Encana était d'environ 16 M\$. Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,6 an.

Pour l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 11 M\$ relativement aux DVAR en cours (12 M\$ en 2012; 15 M\$ en 2011).

F) DROITS DIFFÉRÉS À LA VALEUR D' ACTIONS

La Société offre un programme aux termes duquel elle attribue aux administrateurs et à certains membres clés du personnel des DDVA, droits dont l'acquisition est immédiate, dont la valeur est égale à celle d'une action ordinaire de la Société et qui sont réglés en trésorerie.

En vertu du régime de DDVA, les membres du personnel peuvent convertir en DDVA 25 % ou 50 % des primes de haut rendement annuelles. Le nombre de DDVA ainsi converti est établi en fonction de la valeur de l'attribution

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

divisée par le cours de clôture de l'action d'Encana à la fin de la période de rendement visée par l'attribution des primes de haut rendement.

Qu'il s'agisse d'administrateurs ou de membres du personnel, les DDVA ne peuvent être rachetés qu'une fois que ceux-ci ont quitté leur poste auprès d'Encana, conformément aux modalités du régime de DDVA concerné, et ce rachat doit avoir lieu avant le 15 décembre de l'année suivant leur départ.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DDVA :

(en milliers de droits)	DDVA libellés en dollars canadiens en cours	
	2013	2012
31 décembre		
En cours au début de l'exercice	974	905
Attribués	106	109
Convertis à partir des primes de haut rendement	37	38
Droits tenant lieu de dividendes	41	39
Rachetés	(131)	(117)
En cours à la fin de l'exercice	1 027	974

Pour l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 2 M\$ relativement aux DDVA en cours (2 M\$ en 2012; réduction de 5 M\$ en 2011).

G) DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS SOUMIS À RESTRICTIONS

Depuis 2011, des DVASR sont attribués aux membres du personnel admissibles. Un DVASR est une attribution conditionnelle de droits à recevoir une action ordinaire d'Encana, ou son équivalent en trésorerie, au gré d'Encana et lorsque le DVASR est acquis, conformément aux modalités du régime de DVASR et de la convention d'attribution qui s'y rapporte. Un DVASR vaut théoriquement une action ordinaire d'Encana. Les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. Au 31 décembre 2013, Encana prévoyait régler les DVASR en trésorerie à la date d'acquisition.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DVASR.

(en milliers de droits)	DVASR libellés en dollars canadiens en cours	
	2013	2012
31 décembre		
En cours au début de l'exercice	1 966	1 751
Attribués	3 873	298
Droits tenant lieu de dividendes	205	77
Perdus par renonciation	(914)	(160)
En cours à la fin de l'exercice	5 130	1 966

(en milliers de droits)	DVASR libellés en dollars américains en cours	
	2013	2012
31 décembre		
En cours au début de l'exercice	1 596	1 574
Attribués	2 458	83
Droits tenant lieu de dividendes	139	63
Perdus par renonciation	(718)	(124)
En cours à la fin de l'exercice	3 475	1 596

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Au 31 décembre 2013, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DVASR non acquis que détenaient des membres du personnel d'Encana était d'environ 71 M\$. Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,5 an.

Pour l'exercice, Encana a inscrit des coûts de rémunération de 45 M\$ relativement aux DVASR en cours (25 M\$ en 2012; 15 M\$ en 2011). Au 31 décembre 2013, une tranche de 13 M\$ du solde du surplus d'apport avait trait aux DVASR (10 M\$ en 2012).

H) RÉGIME D'ATTRIBUTIONS EN TRÉSORERIE SOUMISES À RESTRICTIONS

En octobre 2011, le conseil d'Encana a approuvé le recours à un régime d'attributions en trésorerie soumises à restrictions à titre de composante de l'attribution de primes à long terme aux membres du personnel admissibles, dont les hauts dirigeants. Le régime d'attributions en trésorerie soumises à restrictions prévoit une attribution conditionnelle en trésorerie en fonction du temps qui, conformément à la convention d'attribution qui s'y rattache, exige que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition. Les droits relatifs au régime d'attributions en trésorerie soumises à restrictions deviennent acquis sur une période de trois ans, le tiers étant payable à chaque date d'anniversaire de la date d'attribution. Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 6 M\$ (18 M\$ en 2012; 6 M\$ en 2011) relativement au régime d'attributions en trésorerie soumises à restrictions.

19. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre aux membres de son personnel au Canada et aux États-Unis des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies, en plus de proposer des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (« AAPE »). Le régime de retraite à prestations définies a toutefois été fermé aux nouveaux participants le 1^{er} janvier 2003. La durée d'activité moyenne résiduelle du personnel participant à ce régime est de 5 ans. La durée d'activité moyenne résiduelle du personnel participant aux régimes d'AAPE est de 12 ans.

La Société est tenue de fournir une évaluation actuarielle de ses régimes de retraite aux autorités de réglementation provinciales tous les trois ans au moins. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de la Société est datée du 31 décembre 2012, et la Société est tenue de déposer la prochaine en date du 31 décembre 2015.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Le tableau suivant indique les variations des obligations au titre des prestations et de la juste valeur des actifs du régime de retraite à prestations définies et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 ainsi que la situation de capitalisation des régimes et les montants constatés dans les états financiers aux 31 décembre 2013 et 2012.

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2013	2012	2013	2012
Variation des obligations au titre des prestations				
Obligation au titre des prestations projetées au début de l'exercice	357 \$	344 \$	105 \$	95 \$
Coût des services	4	5	12	14
Coût financier	12	14	4	4
Écarts actuariels	(22)	9	(6)	(5)
Écart de change	(19)	8	-	-
Prestations versées	(22)	(23)	(4)	(3)
Modification des régimes	-	-	(13)	-
Liquidation	(26)	-	-	-
Réduction	-	-	(5)	-
Prestations spéciales de cessation d'emploi	3	-	-	-
Obligation au titre des prestations projetées à la fin de l'exercice	287 \$	357 \$	93 \$	105 \$
Variation des actifs des régimes				
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	309 \$	275 \$	- \$	- \$
Rendement réel des actifs des régimes	40	26	-	-
Écart de change	(21)	6	-	-
Cotisations de l'employeur	12	25	4	3
Prestations versées	(22)	(23)	(4)	(3)
Liquidation	(26)	-	-	-
Prestations spéciales de cessation d'emploi	(1)	-	-	-
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	291 \$	309 \$	- \$	- \$
Situation de capitalisation des actifs des régimes à la fin de l'exercice	4 \$	(48) \$	(93) \$	(105) \$
Le total des montants comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière se compose des éléments suivants :				
Autres actifs	10 \$	3 \$	- \$	- \$
Passif courant	-	-	(6)	(4)
Passif non courant	(6)	(51)	(87)	(101)
Total	4 \$	(48) \$	(93) \$	(105) \$
Le total des montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global se compose des éléments suivants :				
Écarts actuariels, montant net	37 \$	94 \$	(6) \$	1 \$
Coût des services passés	(6)	-	(8)	1
Obligation transitoire nette	-	-	-	3
Total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global avant impôt	31 \$	94 \$	(14) \$	5 \$

L'obligation au titre des prestations définies constituées pour tous les régimes à prestations définies s'établissait à 362 M\$ au 31 décembre 2013 (437 M\$ en 2012). Le tableau suivant indique les régimes à prestations définies dont l'obligation au titre des prestations constituées et l'obligation au titre des prestations projetées dépassent la juste valeur de leurs actifs.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2013	2012	2013	2012
Obligation au titre des prestations projetées	(87) \$	(357) \$	(93) \$	(105) \$
Obligation au titre des prestations constituées	(72)	(332)	(93)	(105)
Juste valeur des actifs des régimes	81	305	-	-

Les hypothèses moyennes pondérées dont la Société s'est servie pour calculer les obligations liées aux prestations de retraite définies et aux autres avantages postérieurs à l'emploi sont indiquées ci-après.

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2013	2012	2013	2012
Taux d'actualisation	4,50 %	3,75 %	4,45 %	3,55 %
Taux d'augmentation des niveaux de rémunération	3,99 %	3,99 %	6,38 %	6,32 %

Le tableau suivant indique la charge totale au titre des régimes qui a été constatée par la Société en 2013, en 2012 et en 2011.

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Charges au titre des régimes à prestations définies	21 \$	6 \$	14 \$	11 \$	18 \$	17 \$
Charges au titre des régimes à cotisations définies	43	44	43	-	-	-
Charge totale au titre des régimes	64 \$	50 \$	57 \$	11 \$	18 \$	17 \$

Un montant de 60 M\$ (55 M\$ en 2012; 60 M\$ en 2011) de la charge totale au titre des régimes a été inscrit dans les charges opérationnelles, et un autre de 15 M\$ (13 M\$ en 2012; 14 M\$ en 2011) l'a été dans les charges administratives.

La charge périodique au titre des prestations de retraite et des AAPE définis s'établit comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Coût des services rendus au cours de la période	4 \$	5 \$	5 \$	12 \$	14 \$	12 \$
Coût financier	12	14	15	4	4	4
Rendement attendu des actifs des régimes	(16)	(28)	(15)	-	-	-
Montants reclassés depuis le cumul des autres éléments du résultat global :						
Amortissement des écarts actuariels, montant net	11	15	8	-	-	-
Amortissement de l'obligation transitoire	-	-	-	-	-	1
Amortissement du coût des services passés, montant net	-	-	1	-	-	-
Liquidation	5	-	-	-	-	-
Réduction	1	-	-	-	-	-
Réduction	-	-	-	(5)	-	-
Prestations spéciales de cessation d'emploi	4	-	-	-	-	-
Charge totale au titre des régimes à prestations définies	21 \$	6 \$	14 \$	11 \$	18 \$	17 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Le total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global va comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Écarts actuariels, montant net	(46) \$	2 \$	58 \$	(6) \$	(5) \$	(3) \$
Modification des régimes	-	-	-	(13)	-	-
Amortissement des écarts actuariels, montant net	(11)	(15)	(8)	-	-	-
Amortissement de l'obligation transitoire	-	-	-	-	-	(1)
Amortissement du coût des services passés, montant net	-	-	(1)	-	-	-
Coût (crédit) des services passés, montant net	-	-	-	-	-	1
Liquidation	(5)	-	-	-	-	-
Réduction	(1)	-	-	-	-	-
Total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global avant impôt	(63) \$	(13) \$	49 \$	(19) \$	(5) \$	(3) \$
Total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global après impôt	(46) \$	(9) \$	36 \$	(14) \$	(4) \$	(2) \$

Pour 2014, la perte actuarielle nette estimée et le coût des services passés des régimes de retraite et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui seront amortis et reclassés depuis le cumul des autres éléments du résultat global aux charges nettes des régimes sont de néant.

Les hypothèses moyennes pondérées dont la Société s'est servie pour calculer les coûts périodiques nets des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi pour 2013, 2012 et 2011 sont indiquées ci-après.

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Taux d'actualisation	4,25 %	4,00 %	5,00 %	3,59 %	4,31 %	5,11 %
Taux de rendement à long terme des actifs des régimes	6,75 %	6,75 %	6,75 %	-	-	-
Taux d'augmentation des niveaux de rémunération	3,99 %	4,11 %	4,11 %	6,35 %	6,41 %	6,42 %

Les taux tendanciels hypothétiques des coûts des soins de santé de la Société s'établissent comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Taux tendanciel des coûts des soins de santé pour le prochain exercice	7,31 %	7,70 %	8,99 %
Taux auquel devrait baisser le taux tendanciel des coûts (taux tendanciel ultime)	4,61 %	4,63 %	4,64 %
Exercice au cours duquel le taux atteindra le taux tendanciel ultime	2026	2025	2026

Une variation de 1 % du taux tendanciel des coûts des soins de santé au cours de la période de projection aurait les effets suivants :

(en millions)	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence sur les composantes du total du coût des services et du coût financier	2 \$	(1) \$
Incidence sur les obligations au titre des autres prestations postérieures à la retraite	6 \$	(5) \$

La Société prévoit verser 7 M\$ dans ses régimes de retraite à prestations définies en 2014. Les régimes d'AAPE offerts par la Société sont financés en fonction des besoins.

Les paiements estimatifs des prestations pour les 10 prochains exercices sont indiqués ci-après. Ces estimations tiennent compte de l'augmentation des prestations attribuable au service continu des employés.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

(en millions)	Paiement des prestations définies de retraite	Paiement des autres prestations
2014	18 \$	6 \$
2015	19	6
2016	19	7
2017	19	7
2018	20	7
2019 – 2023	99	35

Les actifs des régimes de retraite à prestations définies de la Société sont présentés par catégories d'actifs de placement, et les niveaux de données dans la hiérarchie de la juste valeur s'établissent comme suit :

31 décembre	2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 \$	1 \$	- \$	52 \$
Revenu fixe – fonds d'obligations canadiennes	-	57	-	57
Actions – canadiennes	35	62	-	97
Actions – internationales	-	71	-	71
Placements immobiliers et autres	1	-	13	14
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	87 \$	191 \$	13 \$	291 \$

31 décembre	2012			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 \$	1 \$	- \$	51 \$
Revenu fixe – fonds d'obligations canadiennes	-	75	-	75
Actions – canadiennes	34	63	-	97
Actions – internationales	-	72	-	72
Placements immobiliers et autres	1	-	13	14
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	85 \$	211 \$	13 \$	309 \$

Les placements à revenu fixe se composent d'obligations canadiennes émises par des sociétés de premier ordre. Les placements en actions se composent à la fois de titres canadiens et internationaux. La juste valeur de ces titres s'appuie sur les cotes de courtier, les prix cotés sur les marchés et la valeur de l'actif net fournie par des gestionnaires de placements. Le poste Placements immobiliers et autres se compose principalement d'immeubles commerciaux et est évalué selon un modèle de flux de trésorerie actualisés.

	Placements immobiliers et autres	
31 décembre	2013	2012
Solde au début de l'exercice	13 \$	12 \$
Achats, émissions et règlements		
Achats	-	-
Règlements	-	-
Rendement réel des actifs des régimes		
Se rapportant aux actifs vendus durant la période de présentation de l'information financière	-	-
Se rapportant aux actifs toujours détenus à la date de clôture	-	1
Solde à la fin de l'exercice	13 \$	13 \$

Au 31 décembre 2013, les actifs des régimes de retraite de la Société était investis de la façon suivante : 39 % en actions de sociétés canadiennes (37 % en 2012), 29 % en actions de sociétés étrangères (26 % en 2012), 26 %

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

en obligations (30 % en 2012) et 6 % en placements immobiliers et autres (7 % en 2012). Le taux de rendement à long terme attendu est de 6,75 %. Le taux de rendement attendu des actifs des régimes de retraite est déterminé en fonction des taux de rendement historiques et de ceux projetés pour chacune des catégories d'actifs du portefeuille de placements des régimes. Le rendement réel des actifs des régimes s'est établi à 40 M\$ (26 M\$ en 2012). La répartition des actifs est assujettie à des exigences et à des limites en matière de diversification qui réduisent les risques en limitant l'exposition à des placements en actions, à des catégories de notation de crédit et à des positions de change.

20. Évaluations de la juste valeur

En raison de leur échéance à court terme, la trésorerie et ses équivalents, les créances clients et produits à recevoir de même que les dettes fournisseurs et charges à payer ont une juste valeur qui avoisine leur valeur comptable, sauf dans le cas des montants se rapportant aux droits à la valeur des actions émis dans le cadre de l'opération de scission, comme il est mentionné ci-après. La juste valeur des fonds en réserve avoisine leur valeur comptable en raison de la nature des instruments détenus. La note 19 présente de l'information relative à la juste valeur des actifs des régimes de retraite.

Des évaluations de la juste valeur sont exécutées de manière récurrente pour les actifs et les passifs liés à la gestion des risques et pour les droits à la valeur des actions résultant de l'opération de scission, comme il est expliqué plus en détail aux notes 21 et 18, respectivement. Ces éléments sont comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière et classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur présentés dans les tableaux suivants. Il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux de la hiérarchie pendant la période.

	Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Autres données observables	Niveau 3 Données non observables importantes	Total de la juste valeur	Compensation ⁴⁾	Valeur comptable
31 décembre 2013						
Gestion des risques						
Actifs liés à la gestion des risques						
Courants	- \$	71 \$	- \$	71 \$	(15) \$	56 \$
Non courants	-	204	-	204	-	204
Passifs liés à la gestion des risques						
Courants	-	38	2	40	(15)	25
Non courants	-	-	5	5	-	5
DVA résultant de l'opération de scission						
DVA d'Encana détenus par des membres du personnel de Cenovus						
Créances clients et produits à recevoir ¹⁾	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Dettes fournisseurs et charges à payer ²⁾	-	-	-	-	-	-
DVA de Cenovus détenus par des membres du personnel d'Encana						
Dettes fournisseurs et charges à payer ³⁾	-	-	8	8	-	8

¹⁾ Montants à recevoir de Cenovus.

²⁾ Montants à payer à des membres du personnel de Cenovus.

³⁾ Montants à payer à Cenovus.

⁴⁾ Compensation visant des actifs et passifs dérivés lorsqu'il existe un droit juridique de compensation et que l'entité entend opérer compensation ou lorsque l'accord général de compensation conclu avec la contrepartie renferme des dispositions stipulant un règlement net.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

31 décembre 2012	Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Autres données observables	Niveau 3 Données non observables importantes	Total de la juste valeur	Compensation ⁴⁾	Valeur comptable
Gestion des risques						
Actifs liés à la gestion des risques						
Courants	2 \$	505 \$	- \$	507 \$	(28) \$	479 \$
Non courants	-	112	-	112	(1)	111
Passifs liés à la gestion des risques						
Courants	-	25	8	33	(28)	5
Non courants	-	7	4	11	(1)	10
DVA résultant de l'opération de scission						
DVA d'Encana détenus par des membres du personnel de Cenovus						
Créances clients et produits à recevoir ¹⁾	- \$	- \$	1 \$	1 \$	- \$	1 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer ²⁾	-	-	1	1	-	1
DVA de Cenovus détenus par des membres du personnel d'Encana						
Dettes fournisseurs et charges à payer ³⁾	-	-	36	36	-	36

¹⁾ Montants à recevoir de Cenovus.

²⁾ Montants à payer à des membres du personnel de Cenovus.

³⁾ Montants à payer à Cenovus.

⁴⁾ Compensation visant des actifs et passifs dérivés lorsqu'il existe un droit juridique de compensation et que l'entité entend opérer compensation ou lorsque l'accord général de compensation conclu avec la contrepartie renferme des dispositions stipulant un règlement net.

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques de niveau 1 et de niveau 2 de la Société comprennent des contrats à prix fixe sur marchandises et des swaps de référence échéant jusqu'en 2016. La juste valeur de ces contrats est établie en fonction d'une approche par le marché et est estimée au moyen de données qui sont directement ou indirectement observables à la date de clôture, comme les cotes boursières ou d'autres cours publiés, les cotes de courtier et les activités de négociation observables.

Évaluations de la juste valeur de niveau 3

Au 31 décembre 2013, les actifs et passifs liés à la gestion des risques de niveau 3 de la Société se composent de contrats d'achat d'électricité échéant jusqu'en 2017. La juste valeur de ces contrats s'appuie sur une approche par le résultat et est modélisée en interne au moyen de données observables et de données non observables, comme les prix à terme de l'électricité sur des marchés moins actifs. Les données non observables sont obtenues auprès de tiers autant que possible et examinées par la Société afin d'en vérifier le caractère raisonnable.

Les variations des montants liés aux actifs et passifs liés à la gestion des risques sont constatées dans les produits des activités ordinaires ainsi que dans les frais de transport et de traitement, selon leur objet. Les variations des montants liés aux droits à la valeur des actions résultant de l'opération de scission sont constatées dans les charges opérationnelles et dans les charges administratives et sont incorporées aux immobilisations corporelles, tel qu'il est décrit à la note 18.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Les changements apportés aux évaluations de la juste valeur de niveau 3 en 2013 et en 2012 sont résumés ci-après.

	Gestion des risques		Droits à la valeur des actions résultant de l'opération de scission	
	2013	2012	2013	2012
Solde au début de l'exercice	(12) \$	18 \$	(36) \$	(83) \$
Total des profits (pertes)	3	(18)	16	4
Achats, émissions et règlements				
Achats	-	-	-	-
Règlements	2	(12)	12	43
Transferts entrants et sortants de niveau 3	-	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	(7) \$	(12) \$	(8) \$	(36) \$
Variation des profits (pertes) latent(e)s se rapportant aux actifs et passifs détenus à la fin de l'exercice	(2) \$	(21) \$	20 \$	(7) \$

De l'information quantitative au sujet des données non observables utilisées pour les évaluations de la juste valeur de niveau 3 est présentée dans le tableau suivant :

	Technique d'évaluation	Données non observables	2013	2012
Gestion des risques – Options sur le gaz naturel	Modèle des options	Volatilité des prix	-	0,3 % - 28,3 %
Gestion des risques – Contrats d'achat d'électricité	Flux de trésorerie actualisés	Prix à terme (\$/mégawattheure)	49,25 \$ - 54,47 \$	48,25 \$ - 57,97 \$
Droits à la valeur des actions résultant de l'opération de scission	Modèle des options	Volatilité des droits à la valeur des actions de Cenovus	27,75 %	30,18 %

Une augmentation ou une diminution de 5 points de pourcentage de la volatilité des prix du gaz naturel n'entraînerait aucune baisse ni hausse (néant en 2012) des actifs nets liés à la gestion des risques. Une augmentation ou une diminution de 10 % des prix à terme estimés de l'électricité entraînerait une hausse ou une baisse correspondante de 7 M\$ (6 M\$ en 2012) des actifs nets liés à la gestion des risques. Une augmentation ou une diminution de 5 points de pourcentage de la volatilité estimée des droits à la valeur des actions de Cenovus n'entraînerait aucune hausse ni baisse (2 M\$ en 2012) des dettes fournisseurs et charges à payer.

21. Instruments financiers et gestion des risques

A) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers d'Encana comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances clients et produits à recevoir, les fonds en réserve, les dettes fournisseurs et charges à payer, les actifs et passifs liés à la gestion des risques et la dette à long terme.

B) ACTIFS ET PASSIFS LIÉS À LA GESTION DES RISQUES

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques découlent de l'utilisation d'instruments financiers dérivés et sont évalués à la juste valeur. Se reporter à l'analyse des évaluations de la juste valeur présentée à la note 20.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES

31 décembre	2013	2012
Actifs liés à la gestion des risques		
Courants	56 \$	479 \$
Non courants	204	111
	260	590
Passifs liés à la gestion des risques		
Courants	25	5
Non courants	5	10
	30	15
Actifs nets liés à la gestion des risques	230 \$	575 \$

SOMMAIRE DES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES – PAR PRODUIT

31 décembre	2013			2012		
	Gestion des risques			Gestion des risques		
	Actifs	Passifs	Montant net	Actifs	Passifs	Montant net
Prix des marchandises						
Gaz naturel	183 \$	15 \$	168 \$	545 \$	6 \$	539 \$
Pétrole brut	77	8	69	45	-	45
Électricité	-	7	(7)	-	9	(9)
Total de la juste valeur	260 \$	30 \$	230 \$	590 \$	15 \$	575 \$

POSITIONS SUR LES PRIX DES MARCHANDISES AU 31 DÉCEMBRE 2013

	Volumes notionnels	Échéance	Prix moyen	Juste valeur
Contrats de gaz naturel				
Contrats à prix fixe				
Prix fixe à la NYMEX	2 138 Mpi ³ /j	2014	4,17 \$ US/kpi ³	(13) \$
Prix fixe à la NYMEX	825 Mpi ³ /j	2015	4,37 \$ US/kpi ³	65
Contrats de référence ¹⁾		2014-2016		116
Juste valeur des positions sur le gaz naturel				168
Contrats sur le pétrole brut				
Contrats à prix fixe				
Prix fixe du WTI	9,5 kb/j	2014	94,19 \$ US/b	(5)
Contrats de référence ²⁾		2014-2015		74
Juste valeur des positions sur le pétrole brut				69
Contrats d'achat d'électricité				
Juste valeur des positions				(7)
Total de la juste valeur				230 \$

¹⁾ Encana a conclu des swaps pour se protéger contre l'augmentation des écarts de prix du gaz naturel au Canada. Les prix de ces swaps de référence sont établis à partir d'écarts exprimés en pourcentage des prix à la NYMEX.

²⁾ Encana a conclu des swaps afin de se prémunir contre l'élargissement des écarts de prix du pétrole entre le Brent et le WTI. Les prix de ces swaps de référence sont établis à partir des écarts de prix fixes.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

INCIDENCE SUR LE RÉSULTAT DES PROFITS (PERTES) RÉALISÉ(E)S ET LATENT(E)S SUR LES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES

Exercices clos les 31 décembre	Profits (pertes) réalisé(e)s		
	2013	2012	2011
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	544 \$	2 149 \$	955 \$
Transport et traitement	-	12	(7)
Profit (perte) sur la gestion des risques	544 \$	2 161 \$	948 \$

Exercices clos les 31 décembre	Profits (pertes) latent(e)s		
	2013	2012	2011
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	(347) \$	(1 441) \$	854 \$
Transport et traitement	2	(24)	25
Profit (perte) sur la gestion des risques	(345) \$	(1 465) \$	879 \$

RAPPROCHEMENT DES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE

	2013		2012	2011
	Juste valeur	Total des profits (pertes) latent(e)s	Total des profits (pertes) latent(e)s	Total des profits (pertes) latent(e)s
Juste valeur des contrats au début de l'exercice	575 \$			
Variation de la juste valeur des contrats existants au début de l'exercice et des contrats conclus durant l'exercice	199	199 \$	696 \$	1 827 \$
Juste valeur des contrats dénoués durant l'exercice	(544)	(544)	(2 161)	(948)
Juste valeur des contrats à la fin de l'exercice	230 \$	(345) \$	(1 465) \$	879 \$

C) RISQUES ASSOCIÉS AUX ACTIFS FINANCIERS ET AUX PASSIFS FINANCIERS

La Société est exposée à des risques financiers, dont le risque de marché (notamment en ce qui concerne les prix des marchandises ainsi que les taux de change et d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ses flux de trésorerie futurs pourraient fluctuer en raison des variations des prix du marché et de l'exposition aux risques de crédit et de liquidité.

RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

Le risque lié aux prix des marchandises découle de l'incidence que les fluctuations des prix futurs des marchandises pourraient avoir sur ses flux de trésorerie futurs. Afin d'atténuer son exposition au risque lié aux prix des marchandises, la Société a conclu divers contrats d'instruments financiers dérivés. Le recours à ces instruments dérivés est régi par des politiques officielles et est assujéti aux limites fixées par le conseil. La Société a pour politique de ne pas utiliser des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Gaz naturel – Afin d'atténuer le risque lié aux prix du gaz naturel, la Société conclut des contrats, tels des swaps et des options fondés sur les prix à la NYMEX. Elle conclut également des swaps de référence afin de se protéger contre l'élargissement des écarts de prix entre diverses zones de production et divers points de vente.

Pétrole brut – Afin de se prémunir contre l'élargissement des écarts entre les prix du pétrole brut en Amérique du Nord et ceux en vigueur dans le reste du monde, la Société a conclu des swaps de référence.

Électricité – La Société a conclu des contrats d'instruments dérivés libellés en dollars canadiens afin de gérer les coûts de sa consommation d'électricité.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit donne un aperçu de la sensibilité de la juste valeur des positions de gestion des risques de la Société aux variations des prix des marchandises, lorsque toutes les autres variables demeurent constantes. La Société a employé une variabilité de 10 % pour évaluer l'incidence potentielle des variations des prix des marchandises. Au 31 décembre, les variations des prix des marchandises auraient pu entraîner des profits (pertes) latent(e)s susceptibles d'influer sur le résultat net avant impôt comme suit :

	2013		2012	
	Hausse des prix de 10 %	Baisse des prix de 10 %	Hausse des prix de 10 %	Baisse des prix de 10 %
Prix du gaz naturel	(441) \$	441 \$	(446) \$	446 \$
Prix du pétrole brut	(19)	19	(20)	20
Prix de l'électricité	7	(7)	6	(6)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente le risque que la contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations contractuelles et amène de ce fait la Société à subir une perte. Pour atténuer le risque de crédit, le portefeuille des créances de la Société est régi par des politiques de crédit approuvées par le conseil, y compris des pratiques en matière de crédit permettant de limiter les opérations selon la cote de solvabilité des contreparties. Les stratégies de réduction des risques peuvent comprendre les accords généraux de compensation, l'obtention de garanties ou des opérations sur des dérivés de crédit. La Société exécute des opérations sur des instruments financiers dérivés sur marchandises dans le cadre d'accords généraux de compensation prévoyant la compensation des dettes fournisseurs et des créances. Au 31 décembre 2013, la Société n'affichait aucun solde important au titre des garanties fournies ou reçues et aucun dérivé de crédit n'avait été établi.

Au 31 décembre 2013, les équivalents de trésorerie comprenaient des titres à court terme de grande qualité, placés principalement auprès d'institutions financières et de sociétés ayant une cote de solvabilité élevée. Tous les contrats de change sont conclus avec d'importantes institutions financières au Canada et aux États-Unis ou avec des contreparties ayant une cote de solvabilité de premier ordre.

Une part substantielle des créances clients de la Société se compose de créances du secteur du pétrole et du gaz naturel et est exposée aux risques de crédit normaux du secteur. Au 31 décembre 2013, environ 87 % (88 % en 2012) de l'exposition au risque de crédit associé aux créances clients et aux instruments financiers dérivés d'Encana découlait de contreparties ayant une cote de solvabilité de qualité supérieure.

Au 31 décembre 2013, Encana avait conclu des contrats avec quatre contreparties (deux contreparties en 2012) dont la position de règlement nette, prise individuellement, représentait plus de 10 % de la juste valeur des contrats de gestion des risques nets qui se trouvaient dans le cours. Au 31 décembre 2013, ces contreparties comptaient pour 24 %, 14 %, 14 % et 13 % (22 % et 15 % en 2012) de la juste valeur des contrats de gestion des risques nets qui se trouvaient dans le cours.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de la possibilité que la Société éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements liés à des passifs financiers lorsqu'ils sont exigibles. La Société gère son risque de liquidité au moyen de programmes de gestion de la trésorerie et de la dette.

La Société a accès à des équivalents de trésorerie et diverses solutions de financement à des taux concurrentiels par l'intermédiaire des facilités de crédit bancaires renouvelables consenties et des marchés des capitaux d'emprunt. En juin 2013, la Société a reporté la date d'échéance de ses facilités de crédit bancaires renouvelables existantes et a fait passer de 4,0 G\$ CA à 3,5 G\$ CA sa facilité en dollars canadiens. Au 31 décembre 2013, la Société avait à sa disposition des facilités de crédit bancaires renouvelables consenties et inutilisées totalisant 4,3 G\$, facilités composées d'une facilité de crédit bancaire renouvelable de 3,5 G\$ CA (3,3 G\$) destinée à Encana et d'une facilité de crédit bancaire renouvelable de 999 M\$ destinée à une filiale américaine. Ces facilités sont disponibles jusqu'en juin 2018.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

En outre, Encana avait déposé, sans l'utiliser, un prospectus préalable visant un maximum de 4,0 G\$, ou l'équivalent en monnaies étrangères, et l'autorisant à émettre au plus 4,0 G\$ de titres d'emprunt aux États-Unis, sous réserve des conditions du marché. La période de validité de ce prospectus préalable expire en juin 2014.

La Société est d'avis que si elle y a recours, ces facilités et ce prospectus seront suffisants pour répondre à ses besoins prévisibles en matière de financement.

La Société réduit son risque de liquidité en gérant sa structure financière. La structure du capital de la Société se compose des capitaux propres et de la dette à long terme, y compris la partie courante. Par sa gestion de la structure du capital, la Société vise divers objectifs, notamment maintenir la souplesse financière nécessaire pour préserver son accès aux marchés financiers ainsi que sa capacité de s'acquitter de ses obligations financières, de financer sa croissance interne et de réaliser des acquisitions potentielles. Dans le cadre de la gestion de la structure de son capital, la Société peut modifier ses dépenses d'investissement et les dividendes versés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, émettre de nouveaux titres d'emprunt ou rembourser la dette existante.

Le tableau qui suit présente l'échéancier des sorties de trésorerie attendues et liées aux passifs financiers.

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	De 6 ans à 9 ans	Par la suite	Total
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 895 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 895 \$
Passifs liés à la gestion des risques	25	5	-	-	-	30
Dette à long terme ¹⁾	1 408	758	2 102	2 150	6 633	13 051

¹⁾ Capital et intérêts.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change découle des fluctuations des taux de change qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs financiers ou des passifs financiers de la Société. Comme Encana exerce ses activités principalement en Amérique du Nord, les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur les résultats qu'elle présente. Ses résultats financiers sont consolidés en dollars canadiens. Toutefois, afin de faciliter la comparaison avec d'autres sociétés pétrolières et gazières nord-américaines et puisque la plupart de ses produits sont étroitement liés au dollar américain, la Société présente ses résultats en dollars américains. Comme les résultats de la Société tiennent compte de l'incidence des fluctuations des taux de change, l'incidence globale des fluctuations des taux de change ne peut être établie de façon distincte.

Pour atténuer son exposition aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, Encana conserve un portefeuille d'emprunts libellés en dollars américains et en dollars canadiens et elle peut également conclure des dérivés de change. Au 31 décembre 2013, la dette d'Encana libellée en dollars US et émise depuis le Canada qui était exposée au risque de change s'établissait à 5,4 G\$ (5,9 G\$ en 2012), et la dette qui n'était pas exposée au risque de change s'établissait à 1,7 G\$ (1,8 G\$ en 2012). Aucun dérivé de change n'était en cours au 31 décembre 2013.

Le profit ou la perte de change d'Encana comprend principalement les profits et pertes de change latents résultant de la conversion de la dette libellée en dollars US et émise depuis le Canada, les profits et pertes de change latents résultant de la conversion des actifs et passifs liés à la gestion des risques libellés en dollars US et détenus au Canada et les profits et pertes de change sur la trésorerie et les placements à court terme libellés en dollars US détenus au Canada. Au 31 décembre 2013, une fluctuation de 0,01 \$ du taux de change entre les deux monnaies aurait entraîné une variation (du profit) de la perte de change de 48 M\$ (51 M\$ en 2012; 48 M\$ en 2011).

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt découle des variations des taux d'intérêt du marché qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou des passifs financiers de la Société. La Société peut atténuer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en détenant un portefeuille d'emprunts à taux fixe et à taux variable et peut aussi conclure des dérivés sur taux d'intérêt pour atténuer partiellement les effets des fluctuations des taux d'intérêt du marché. Aucun dérivé sur taux d'intérêt n'était en cours au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2013, la Société n'avait aucune dette à taux variable. Par conséquent, la sensibilité du résultat net à une variation de 1 % des taux d'intérêt sur la dette à taux variable était nulle (nulle en 2012; nulle en 2011).

22. Renseignements supplémentaires

A) VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Activités opérationnelles			
Créances clients et produits à recevoir	(75) \$	82 \$	10 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	(81)	(456)	94
Impôt sur le résultat à payer et à recouvrer	(23)	51	(119)
	(179) \$	(323) \$	(15) \$

B) RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 décembre	2013	2012	2011
Intérêts versés	575 \$	509 \$	486 \$
Impôt sur le résultat versé, déduction faite des montants (recouvrés)	(186) \$	(124) \$	(88) \$

23. Engagements et éventualités

ENGAGEMENTS

Le tableau qui suit indique les engagements de la Société au 31 décembre 2013.

(montants non actualisés)	Paiements futurs prévus						Total
	2014	2015	2016	2017	2018	Par la suite	
Transport et traitement	967 \$	985 \$	896 \$	896 \$	848 \$	4 379 \$	8 971 \$
Forage et services aux champs	292	106	71	41	38	35	583
Contrats de location simple	47	43	38	31	28	38	225
Total	1 306 \$	1 134 \$	1 005 \$	968 \$	914 \$	4 452 \$	9 779 \$

ÉVENTUALITÉS

Encana est partie à diverses poursuites et actions en justice intentées dans le cours de ses activités. Même si le résultat de ces réclamations ne peut être établi avec certitude, la Société ne s'attend pas à ce que ces questions nuisent considérablement à sa situation financière, à ses flux de trésorerie ou à ses résultats opérationnels. Une issue défavorable pourrait avoir une incidence négative importante sur le résultat net consolidé de la Société pour la période durant laquelle survient l'issue défavorable. Les charges à payer en raison de litiges et de poursuites

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

sont constatées si la Société juge que la perte est probable et que le montant peut être estimé raisonnablement. La Société estime avoir constitué une provision suffisante à cet égard.

24. Informations supplémentaires sur le pétrole et le gaz (non auditées)

MESURE STANDARDISÉE DE LA VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS FUTURS ET VARIATIONS DE CETTE MESURE

Pour le calcul de la mesure standardisée de la valeur actualisée de ses flux de trésorerie nets futurs, Encana a déterminé le montant de ses entrées de trésorerie en appliquant des hypothèses de prix et de coûts constants à la production annuelle future qu'elle prévoit tirer de ses réserves prouvées. Les coûts de production et de mise en valeur futurs supposent le maintien des conditions économiques, d'exploitation et de réglementation existantes. Le montant de l'impôt sur le résultat futur est calculé en appliquant les taux d'impôt établis par la loi à ses flux de trésorerie avant impôt futurs, après avoir tenu compte de la charge fiscale associée à ses biens pétroliers et gaziers conformément aux lois et aux règlements en vigueur. L'écart d'actualisation a été calculé en appliquant un facteur d'actualisation de 10 % aux flux de trésorerie nets futurs. La mesure standardisée de la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs est établie en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs déterminée par les évaluateurs de réserves qualifiés indépendants d'Encana à l'égard des réserves qu'ils ont respectivement évaluées, valeur qui a été ajustée dans la mesure prévue par les ententes contractuelles, comme les activités de gestion des risques liés aux prix, en vigueur à la fin de l'exercice et pour tenir compte des obligations de mise hors service d'immobilisations et de l'impôt futur de la Société.

Encana signale que la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs associés aux réserves prouvées de pétrole et de gaz ne correspond ni à la juste valeur marchande des biens pétroliers et gaziers d'Encana, ni aux flux de trésorerie nets futurs qu'elle prévoit en tirer. La valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs ne comprend pas la juste valeur marchande de terrains faisant l'objet de travaux de prospection ni de réserves probables ou possibles de pétrole ou de gaz, et ne tient pas compte de l'effet de la variation future prévue des prix du pétrole et du gaz naturel, des coûts de mise en valeur, de mise hors service d'immobilisations ou de production, ni de modifications possibles à la réglementation fiscale et à la réglementation régissant les redevances. Le taux d'actualisation prescrit de 10 % pourrait ne pas refléter les taux d'intérêt futurs réels. Le calcul exclut également les valeurs attribuables aux participations du secteur Optimisation des marchés d'Encana.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

RÉSERVES PROUVÉES NETTES ^{1), 2)} (PRIX MOYENS DES 12 DERNIERS MOIS; APRÈS REDEVANCES)

	Gaz naturel (Gpi ³)			Pétrole et LGN (Mb)		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
2011						
Au début de l'exercice	6 117	7 183	13 300	54,3	38,2	92,5
Révisions et récupération améliorée	3	(204)	(201)	32,3	(0,7)	31,6
Extensions et découvertes	826	1 121	1 947	18,2	5,4	23,6
Achat de réserves en place	72	23	95	0,2	0,1	0,3
Vente de réserves en place	(158)	(927)	(1 085)	(4,7)	(1,3)	(6,0)
Production	(531)	(685)	(1 216)	(5,3)	(3,5)	(8,8)
À la fin de l'exercice	6 329	6 511	12 840	95,0	38,2	133,2
Mises en valeur	3 523	3 286	6 809	39,6	24,4	64,0
Non mises en valeur	2 806	3 225	6 031	55,4	13,8	69,2
Total	6 329	6 511	12 840	95,0	38,2	133,2
2012						
Au début de l'exercice	6 329	6 511	12 840	95,0	38,2	133,2
Révisions et récupération améliorée ³⁾	(1 497)	(1 701)	(3 198)	(10,0)	38,9	28,9
Extensions et découvertes	638	338	976	25,9	39,2	65,1
Achat de réserves en place	38	8	46	-	0,1	0,1
Vente de réserves en place	(461)	(321)	(782)	(2,2)	(3,8)	(6,0)
Production	(497)	(593)	(1 090)	(7,1)	(4,2)	(11,3)
À la fin de l'exercice	4 550	4 242	8 792	101,6	108,4	210,0
Mises en valeur	2 985	2 628	5 613	47,8	43,1	90,9
Non mises en valeur	1 565	1 614	3 179	53,8	65,3	119,1
Total	4 550	4 242	8 792	101,6	108,4	210,0
2013						
Au début de l'exercice	4 550	4 242	8 792	101,6	108,4	210,0
Révisions et récupération améliorée ⁴⁾	(256)	(362)	(618)	(7,0)	(17,3)	(24,3)
Extensions et découvertes	499	482	981	28,2	27,6	55,8
Achat de réserves en place	-	7	7	-	0,6	0,6
Vente de réserves en place	(295)	(1)	(296)	(1,5)	(0,1)	(1,6)
Production	(523)	(491)	(1 014)	(11,1)	(8,6)	(19,7)
À la fin de l'exercice	3 975	3 877	7 852	110,2	110,6	220,8
Mises en valeur	2 744	2 619	5 363	61,1	55,2	116,3
Non mises en valeur	1 231	1 258	2 489	49,1	55,4	104,5
Total	3 975	3 877	7 852	110,2	110,6	220,8

Notes :

¹⁾ Définitions :

- Le terme « réserves nettes » désigne les réserves restantes d'Encana, après déduction des redevances estimatives, mais y compris les droits de redevance.
- Le terme « réserves de pétrole et de gaz prouvées » désigne les quantités de pétrole et de gaz qu'on estime avec une certitude raisonnable, d'après l'analyse des données d'ingénierie et géoscientifiques, pouvoir exploiter de façon rentable à compter d'une date donnée et pouvoir récupérer à partir de réservoirs connus, selon les conditions économiques existantes, selon les méthodes opérationnelles en usage et en fonction de la réglementation gouvernementale en vigueur.
- Le terme « réserves de pétrole et de gaz mises en valeur » désigne les réserves d'une catégorie quelconque qu'on prévoit récupérer grâce à des puits existants avec le matériel existant et les méthodes opérationnelles en usage ou dont le coût du matériel nécessaire est relativement minime par rapport au coût d'un nouveau puits.
- Le terme « réserves de pétrole et de gaz non mises en valeur » désigne les réserves d'une catégorie quelconque qu'on prévoit récupérer grâce à de nouveaux puits dans des terrains n'ayant pas encore fait l'objet de forages ou grâce à des puits existants dont la remise en production nécessite des dépenses relativement considérables.

²⁾ Encana ne dépose pas d'estimations des réserves prouvées nettes totales de gaz naturel, de pétrole et de LGN auprès des autorités fédérales ou des organismes fédéraux des États-Unis, mis à part la Securities and Exchange Commission.

³⁾ En 2012, l'élément Révisions et récupération améliorée tient compte, dans le cas du gaz naturel, d'une réduction de 4 589 Gpi³ en raison de la moyenne des prix du gaz naturel des 12 derniers mois nettement plus faible, ce qui a été atténué par des ajouts de 1 391 Gpi³ au titre des révisions techniques et de la récupération améliorée.

⁴⁾ En 2013, l'élément Révisions et récupération améliorée tient compte, dans le cas du gaz naturel, d'une réduction de 2 872 Gpi³ par suite de la diminution des réserves prouvées non mises en valeur qui ont été enregistrées, ce qui a été atténué par des ajouts de 2 233 Gpi³ en raison d'une forte progression de la moyenne des prix du gaz naturel des 12 derniers mois et de légères révisions à la hausse.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

PRIX MOYENS DES 12 DERNIERS MOIS

Les prix de référence suivants ont été utilisés pour établir les réserves et les produits des activités ordinaires nets futurs.

	Gaz naturel		Pétrole et LGN	
	Henry Hub (\$/MBtu)	AECO (\$ CA/MBtu)	WTI (\$/b)	Pétrole léger sulfuré d'Edmonton (\$ CA/b)
Prix des réserves ¹⁾				
2011	4,12	3,76	96,19	96,53
2012	2,76	2,35	94,71	87,42
2013	3,67	3,14	96,94	93,44

¹⁾ Tous les prix ont été maintenus constants pour tous les exercices ultérieurs aux fins de l'estimation des produits nets et des réserves.

MESURE STANDARDISÉE DE LA VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS FUTURS ASSOCIÉS AUX RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE ET DE GAZ

(en millions de dollars)	Canada			États-Unis		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Entrées de trésorerie futures	19 039	15 471	27 731	17 217	14 124	26 558
Moins :						
Coûts de production futurs	7 377	6 273	9 717	4 484	4 095	6 195
Coûts de mise en valeur futurs	4 515	5 117	8 186	3 982	4 210	7 786
Impôt sur le résultat	652	-	784	1 615	555	2 730
Flux de trésorerie nets futurs	6 495	4 081	9 044	7 136	5 264	9 847
Moins une actualisation annuelle de 10 % visant à tenir compte du calendrier estimé des flux de trésorerie	1 836	1 079	3 759	2 978	2 249	4 384
Flux de trésorerie nets futurs actualisés	4 659	3 002	5 285	4 158	3 015	5 463

(en millions de dollars)	Total		
	2013	2012	2011
Entrées de trésorerie futures	36 256	29 595	54 289
Moins :			
Coûts de production futurs	11 861	10 368	15 912
Coûts de mise en valeur futurs	8 497	9 327	15 972
Impôt sur le résultat	2 267	555	3 514
Flux de trésorerie nets futurs	13 631	9 345	18 891
Moins une actualisation annuelle de 10 % visant à tenir compte du calendrier estimé des flux de trésorerie	4 814	3 328	8 143
Flux de trésorerie nets futurs actualisés	8 817	6 017	10 748

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

VARIATIONS DE LA MESURE STANDARDISÉE DE LA VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS FUTURS ASSOCIÉS AUX RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE ET DE GAZ

(en millions de dollars)	Canada			États-Unis		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Solde au début de l'exercice	3 002	5 285	5 289	3 015	5 463	6 147
Variations résultant des éléments suivants :						
Ventes de pétrole et de gaz produits pendant l'exercice	(1 649)	(1 808)	(1 951)	(1 490)	(2 223)	(2 653)
Découvertes et extensions, déduction faite des coûts connexes	725	509	1 161	633	319	887
Achat de réserves prouvées en place	-	7	55	16	8	42
Vente et transfert de réserves prouvées en place	(304)	(155)	(212)	(2)	(369)	(1 021)
Variation nette des prix et des coûts de production	2 703	(1 364)	516	1 891	(2 106)	733
Révision des quantités estimées	(178)	(1 290)	188	(324)	(2 858)	(336)
Augmentation due à la désactualisation	311	571	576	333	693	762
Coûts de mise en valeur engagés estimés antérieurement, déduction faite de la variation des coûts de mise en valeur futurs	417	946	(441)	708	3 021	832
Autres	14	(7)	54	(68)	(79)	63
Variation nette de l'impôt sur le résultat	(382)	308	50	(554)	1 146	7
Solde à la fin de l'exercice	4 659	3 002	5 285	4 158	3 015	5 463

(en millions de dollars)	Total		
	2013	2012	2011
Solde au début de l'exercice	6 017	10 748	11 436
Variations résultant des éléments suivants :			
Ventes de pétrole et de gaz produits pendant l'exercice	(3 139)	(4 031)	(4 604)
Découvertes et extensions, déduction faite des coûts connexes	1 358	828	2 048
Achat de réserves prouvées en place	16	15	97
Vente et transfert de réserves prouvées en place	(306)	(524)	(1 233)
Variation nette des prix et des coûts de production	4 594	(3 470)	1 249
Révision des quantités estimées	(502)	(4 148)	(148)
Augmentation due à la désactualisation	644	1 264	1 338
Coûts de mise en valeur engagés estimés antérieurement, déduction faite de la variation des coûts de mise en valeur futurs	1 125	3 967	391
Autres	(54)	(86)	117
Variation nette de l'impôt sur le résultat	(936)	1 454	57
Solde à la fin de l'exercice	8 817	6 017	10 748

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

(en millions de dollars)	Canada			États-Unis		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Produits tirés du pétrole et du gaz, déduction faite des redevances et des frais de transport et de traitement	2 068	2 205	2 382	2 041	2 713	3 294
Moins :						
Charges opérationnelles, taxe à la production et impôts miniers et charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	419	397	431	551	490	641
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	601	748	966	818	1 102	1 226
Pertes de valeur	-	1 822	2 249	-	2 842	-
Résultat opérationnel	1 048	(762)	(1 264)	672	(1 721)	1 427
Impôt sur le résultat	264	(191)	(335)	243	(623)	517
Résultats opérationnels	784	(571)	(929)	429	(1 098)	910

(en millions de dollars)	Total		
	2013	2012	2011
Produits tirés du pétrole et du gaz, déduction faite des redevances et des frais de transport et de traitement	4 109	4 918	5 676
Moins :			
Charges opérationnelles, taxe à la production et impôts miniers et charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	970	887	1 072
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	1 419	1 850	2 192
Pertes de valeur	-	4 664	2 249
Résultat opérationnel	1 720	(2 483)	163
Impôt sur le résultat	507	(814)	182
Résultats opérationnels	1 213	(1 669)	(19)

COÛTS INCORPORÉS

(en millions de dollars)	Canada			États-Unis		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Biens de pétrole et de gaz prouvés	25 003	26 024	27 259	26 529	24 825	23 319
Biens de pétrole et de gaz non prouvés	598	716	968	470	579	458
Total des dépenses d'investissement	25 601	26 740	28 227	26 999	25 404	23 777
Cumul des amortissements et de l'épuisement	23 012	23 962	20 906	22 074	21 236	17 294
Coûts incorporés, montant net	2 589	2 778	7 321	4 925	4 168	6 483

(en millions de dollars)	Autres			Total		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Biens de pétrole et de gaz prouvés	71	104	112	51 603	50 953	50 690
Biens de pétrole et de gaz non prouvés	-	-	-	1 068	1 295	1 426
Total des dépenses d'investissement	71	104	112	52 671	52 248	52 116
Cumul des amortissements et de l'épuisement	71	104	112	45 157	45 302	38 312
Coûts incorporés, montant net	-	-	-	7 514	6 946	13 804

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

COÛTS ENGAGÉS

(en millions de dollars)	Canada			États-Unis		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Acquisitions						
Biens non prouvés	26	121	261	111	235	53
Biens prouvés	2	18	149	45	5	52
Total des acquisitions	28	139	410	156	240	105
Coûts de prospection	22	201	174	412	633	181
Coûts de mise en valeur	1 343	1 366	1 857	871	1 094	2 265
Total des coûts engagés	1 393	1 706	2 441	1 439	1 967	2 551

(en millions de dollars)	Total		
	2013	2012	2011
Acquisitions			
Biens non prouvés	137	356	314
Biens prouvés	47	23	201
Total des acquisitions	184	379	515
Coûts de prospection	434	834	355
Coûts de mise en valeur	2 214	2 460	4 122
Total des coûts engagés	2 832	3 673	4 992

COÛTS NON ASSUJETTIS À LA DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET À L'ÉPUISEMENT

Les coûts en amont se rapportant à des biens non prouvés importants sont exclus comme suit de la base non renouvelable des centres de coûts par pays :

31 décembre	2013	2012
Canada	598 \$	716 \$
États-Unis	470	579
	1 068 \$	1 295 \$

Ce qui suit est un résumé des coûts liés aux biens non prouvés d'Encana au 31 décembre 2013 :

	2013	2012	2011	Avant 2011	Total
Coûts d'acquisition	144 \$	356 \$	265 \$	200 \$	965 \$
Coûts de prospection	43	33	15	12	103
	187 \$	389 \$	280 \$	212 \$	1 068 \$

La recouvrabilité ultime de ces coûts et le moment de l'inclusion dans la base non renouvelable des centres de coûts par pays est conditionnelle à la découverte de réserves prouvées de gaz naturel et de liquides, à l'expiration des baux ou à la constatation de pertes de valeur. Les coûts d'acquisition se composent principalement des coûts engagés pour acquérir ou louer des biens. Les coûts de prospection se composent principalement de coûts liés aux études géologiques et géophysiques et aux coûts de forage et de dotation d'équipement des puits d'exploration.